

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 novembre 2020

**EXPOSÉ D'ORIENTATION
POLITIQUE**
Climat, Environnement,
Développement durable et *Green Deal* (*)

Voir:

Doc 55 1610/ (2020/2021):

001: Liste des exposés d'orientation politique.
002 à 006: Exposés d'orientation politique.

(*) Conformément à l'article 121*bis* du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 november 2020

BELEIDSVERKLARING
Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en *Green Deal* (*)

Zie:

Doc 55 1610/ (2020/2021):

001: Lijst van beleidsverklaringen.
002 tot 006: Beleidsverklaringen.

(*) Overeenkomstig artikel 121*bis* van het Reglement.

03376

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

La crise sanitaire que nous traversons depuis des mois a mis en lumière toute la fragilité, la vulnérabilité d'un modèle que d'aucun imaginait tout puissant, inaltérable. Elle nous éclaire de la manière la plus brutale qui soit sur la systémie et les interactions à l'oeuvre: une crise sanitaire locale qui s'étend géographiquement et finit par ne plus épargner aucune zone de notre planète entraînant dans son sillage, par les mesures prises pour l'endiguer, la plus grande crise économique et sociale depuis la grande dépression de 1929. Et cette crise sanitaire, ainsi que les conséquences économiques et sociales qui en découlent, viennent se superposer au défi du siècle et à ses propres conséquences sur nos économies, notre santé, nos sociétés: la crise climatique et environnementale.

Si nous avons la responsabilité de tirer toutes les leçons de cette pandémie, il en est une qui s'impose à nous: il est urgent de revoir notre modèle, générateur des difficultés que nous vivons aujourd'hui tant sur le plan sanitaire, économique que climatique, environnemental ET démocratique, nous y reviendrons.

Comme l'ont montré les rapports du GIEC, de l'IPBES, de l'IRP, de l'ONU, de l'OCDE et de l'Union européenne, la viabilité de nos sociétés humaines, la durabilité de nos économies, la stabilité de nos démocraties, nos libertés et droits fondamentaux dépendent complètement de la qualité des écosystèmes aux échelles locales, régionales, nationales et mondiales. Or notre trajectoire actuelle est insoutenable, cela ne fait plus l'objet d'aucune contestation scientifique désormais. Il y a urgence à bifurquer.

Il ne peut y avoir aucune justice sociale, aucune liberté ni aucune économie prospère sur un désert écologique. Notre qualité de vie dépend d'un environnement sain et beau. Notre économie dépend d'un approvisionnement pérenne en énergie durable et en ressources naturelles utilisées de manière soutenable. La justice sociale repose sur le droit à un environnement de qualité et sur la liberté de s'inscrire soi-même, au travers de son mode de vie et de son emploi, dans la dynamique de transition.

Introduction

Je tiens tout d'abord à saluer sincèrement le travail réalisé il y a plus de 30 ans par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement sous la direction de Gro Harlem Brundtland. Je ne vais pas m'étendre sur la définition bien connue de "développement durable", qui opérationnellement signifie pour moi faire preuve de

De sanitaire crisis die we sinds maanden ondergaan, heeft ons gewezen op de broosheid en de kwetsbaarheid van een model dat velen ijzersterk en onverwoestbaar achtten. Ze geeft ons op de meest brutale wijze inzicht in de systeem gebonden werking en de wisselwerkingen ervan: een lokale sanitaire crisis breidt zich geografisch uit, tot er uiteindelijk geen enkel deel van onze planeet gespaard blijft, en leidt in haar zog, als gevolg van de genomen maatregelen om ze in te dijken, tot de grootste economische en sociale crisis ooit sinds de grote depressie van 1929. Die sanitaire crisis, met haar economische en sociale gevolgen, komt dan nog eens bovenop de uitdaging van de eeuw en haar eigen gevolgen voor onze economieën, voor onze gezondheid en voor onze samenlevingen: de klimaat- en milieucrisis.

Het is onze verantwoordelijkheid om alle lessen te trekken uit deze pandemie, maar één les springt er boven uit: ons model, dat aanleiding geeft tot de moeilijkheden waarmee we vandaag geconfronteerd worden zowel op het gebied van gezondheid en economie als inzake klimaat en leefmilieu, maar OOK op het vlak van democratie (we komen daarop terug), is dringend aan herziening toe.

Rapporten van het IPCC, het IPBES, het IRP, de VN, de OESO en de Europese Unie hebben aangetoond dat de leefbaarheid van onze menselijke samenlevingen, de duurzaamheid van onze economieën, de stabiliteit van onze democratieën, onze fundamentele rechten en vrijheden volledig afhankelijk zijn van de kwaliteit van de ecosystemen op lokaal, regionaal, nationaal en wereldvlak. Wetenschappelijk wordt helemaal niet langer betwist dat de huidige koers niet kan worden aangehouden. Een ommekeer is dringend nodig.

Een ecologische woestijn laat geen enkele sociale rechtvaardigheid, geen enkele vrijheid, geen enkele bloeiende economie toe. Onze levenskwaliteit hangt af van een mooie en gezonde omgeving. Onze economie is afhankelijk van een bestendige voorziening van duurzame energie en van natuurlijke hulpbronnen die op duurzame wijze worden aangewend. Sociale rechtvaardigheid berust op het recht op een kwaliteitsvolle omgeving en op de persoonlijke vrijheid om, in de levenswijze en beroepsmatig, de weg van de ecologische transitie in te slaan.

Inleiding

Allereerst wil ik het werk van "The World Commission on Environment and Development" onder leiding van Gro Harlem Brundtland, meer dan 30 jaar geleden, oprecht erkennen. Ik zal niet stilstaan bij de bekende definitie van "duurzame ontwikkeling": bij de operationalisering betekent dit voor mij het tonen van solidariteit met alle

solidarité avec l'ensemble des générations actuelles et futures sur notre planète. Par contre, dans le contexte de la crise du COVID-19 que nous vivons actuellement, je voudrais mettre en avant deux éléments de clarification de la définition tels que libellés dans "Notre avenir à tous":¹

— *"le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et*

— *l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir."*

Posons-nous la question suivante: d'une manière générale, sommes-nous parvenus à ces points importants depuis que le développement durable a été mis à l'agenda de la communauté internationale au sommet de Rio de Janeiro en 1992? Certes, de magnifiques exemples peuvent être trouvés dans le monde, y compris chez nous, mais quand je lis des rapports scientifiques internationaux, qu'ils portent sur des questions d'environnement, comme les changements climatiques et la biodiversité, ou sur les droits de l'homme, en ce compris l'égalité des genres, ou encore sur l'élimination de la pauvreté dans le monde, en Europe ou dans notre propre pays ..., nous avons un retard dans la réalisation des objectifs que nous nous étions fixés. Il n'est dès lors pas étonnant que le Club de Rome, par exemple, propose un Plan d'urgence planétaire.

En guise d'illustration, je prends un exemple issu du débat international sur le climat. Après la conclusion de la Convention climat en 1992, nous avions l'intime conviction, au milieu des années 90, que nous allions réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre à l'aide de mesures de mitigation pour lutter contre le réchauffement de la terre. Dix années plus tard, des organisations non-gouvernementales, comme la Croix-Rouge, signalaient que les conséquences des changements climatiques étaient déjà visibles sur le terrain dans les pays en développement. L'adaptation aux conséquences a été prise au sérieux par la communauté internationale à partir de ce moment-là. Encore dix années plus tard, à l'époque de l'Accord de Paris (2015), les grandes compagnies d'assurance annonçaient que, à cause des changements climatiques, leurs paiements commençaient à exploser. Ce qui a donné lieu à une troisième catégorie de mesures: pertes et préjudices.

Un grand nombre de rapports scientifiques publiés depuis le début de ce siècle montrent que la politique

¹ Commission mondiale de l'environnement et du développement (CMED), (1987). *Notre avenir à tous*. Editions LAMBA – Alternatives.

huidige en alle toekomstige generaties op deze planeet. Wel wil ik tegen de achtergrond van de huidige COVID-19-crisis wijzen op twee elementen van verduidelijking bij de definitie zoals die in "Our Common Future" zijn neergeschreven:¹

— *"het concept van "behoefte", in het bijzonder de essentiële behoeften van de armen in de wereld, waaraan de hoogste prioriteit moet worden gegeven;*

— *het idee van beperkingen die door de stand van de technologie en de sociale organisatie worden opgelegd aan het vermogen van het milieu om aan huidige en toekomstige behoeften te voldoen."*

Laten we ons even afvragen: zijn we er over het algemeen in geslaagd om deze belangrijke punten aan te pakken sinds "duurzame ontwikkeling" op de agenda werd geplaatst van de internationale gemeenschap in Rio de Janeiro – 1992? Natuurlijk zijn er wereldwijd – ook in ons land – prachtige voorbeelden te vinden, maar mijn lezing van internationale wetenschappelijke rapporten, of het nu gaat om milieukwesties zoals klimaatverandering en biodiversiteit, of mensenrechten, incl. gendergelijkheid, of de uitroeiing van armoede wereldwijd, of in eigen land, toont aan dat we een achterstand hebben in het bereiken van de doelstellingen die we onszelf hebben gesteld. Niet te verwonderen dat bijv. de Club van Rome een Planetary Emergency Plan voorstelt.

Ter illustratie geef ik een voorbeeld uit het internationale klimaatdebat. Na het afsluiten van het Klimaatverdrag in 1992 waren we er midden de jaren 90 rotsvast van overtuigd dat we met "mitigatie" maatregelen de uitstoot van broeikasgassen fors zouden terugdringen om de opwarming van de aarde tegen te gaan. Tien jaar later kwamen niet-gouvernementele organisaties, zoals het Rode Kruis, aangeven dat de gevolgen van klimaatverandering reeds op het terrein in ontwikkelingslanden te zien waren. De internationale gemeenschap nam van dan af aan "adaptatie", het zich aanpassen aan de gevolgen, ernstig. Nog eens tien jaar later, ten tijde van het Akkoord van Parijs (2015), kwamen de grote verzekeringmaatschappijen aangeven dat hun uitbetalingen ten gevolge van klimaatverandering de pan begonnen uit te swingen. Een derde categorie van maatregelen werd toegevoegd: "loss and damage".

Sinds het begin van deze eeuw zijn tal van wetenschappelijke rapporten verschenen die aantonen dat

¹ World Commission on Environment and Development (WCED), (1987). *Our Common Future*. Oxford/New-York, Oxford University Press.

menée du “trop peu, trop tard” fera payer le prix fort à nous-mêmes, à nos enfants et à nos petits-enfants. L'exemple des changements climatiques se manifeste d'ores et déjà et le franchissement d'autres limites planétaires (recul dramatique de la biodiversité, dégradation des terres, sécheresse, pollution par les fertilisateurs, accumulation de substances toxiques, ...) suit la même voie. En juin 2012 déjà, à la veille de la conférence de Rio+20, la revue internationale *Nature* écrivait dans son éditorial: “*The accumulating evidence screams that the consequences of inaction could be dire. As each day passes, the problems become more expensive to solve and the number of available options decreases.*”

Les cinq dernières années sont toutefois marquées par l'espoir. La communauté internationale s'est ralliée aux 17 Objectifs de Développement durable (*Sustainable Development Goals*, SDGs) et à leurs 169 sous-objectifs que nous devons atteindre pour 2030. La Commission européenne mise résolument sur le Green Deal européen et sa feuille de route comportant 10 catégories d'actions prioritaires. La voie du développement durable, dans le respect des limites planétaires, via une transition juste, est empruntée. L'accord de gouvernement en est un reflet aux accents propres à notre pays. Il convient dès lors de lire mon exposé d'orientation politique à la lumière du contexte que je viens d'esquisser. Il faut que pour la fin de cette législature (2024), nous soyons clairement en voie d'atteindre les SDGs de l'Agenda 2030 dans l'optique d'une société durable, inclusive et résiliente en 2050. La suite de mon exposé sera consacrée à la présentation des grandes lignes de ma politique pour chacune de mes compétences. Ma note de politique générale 2021 s'inscrit dans ce cadre.

Développement Durable

En 2018, le Club de Rome a publié l'ouvrage “*Come On!*”. Un chapitre distinct intitulé “*The Agenda 2030: The Devil Is in Implementation*” est consacré aux SDGs. Il argumente que les objectifs socioéconomiques (SDG 1 à 11) – “*if done based on conventional growth policies*” – ne permettent pas de ralentir la vitesse du réchauffement de la terre, de lutter contre la surpêche, de stopper la dégradation des terres ou de mettre un coup d'arrêt à la perte de biodiversité (comme indiqué dans les SDGs 13 à 15). Le Club de Rome souligne qu'il a toujours défendu les principes de “*justice and fair distribution*” et qu'il convient dès lors d'intégrer cela dans la mise en œuvre opérationnelle des SDGs. La fin du chapitre résume en ces termes: “*A coherent policy will be needed to address socio-economic and environmental goals as a whole. This, however, will force the world to fundamentally overhaul the technological, economic*

het voeren van een beleid “too little, too late” ons, onze kinderen en onze kleinkinderen duur zal komen te staan. Het voorbeeld van klimaatverandering is zich reeds aan het manifesteren. Ook het overschrijden van andere planetaire grenzen (het dramatisch verlies aan biodiversiteit, landdegradatie, verdroging, vermessing, ophoping van giftige stoffen, ...) gaat dezelfde weg op. Reeds in juni 2012 schreef het internationale tijdschrift *Nature* in het edito aan de vooravond van de Rio+20 conferentie: “*The accumulating evidence screams that the consequences of inaction could be dire. As each day passes, the problems become more expensive to solve and the number of available options decreases.*”

De laatste 5 jaar is er echter hoop. De internationale gemeenschap heeft zich achter de 17 Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen (*Sustainable Development Goals*, SDGs) geschaard, met 169 subdoelstellingen die we tegen 2030 moeten halen. De Europese Commissie gaat voluit voor de European Green Deal, incl. een routekaart met 10 categorieën van prioritaire acties. De weg naar duurzame ontwikkeling, met respect voor de planetaire grenzen, via een rechtvaardige transitie, is ingeslagen. Het Regeerakkoord is hiervan een weerspiegeling met accenten eigen aan ons land. Mijn beleidsverklaring moet dan ook worden gelezen tegen de achtergrond hierboven geschetst. Tegen het einde van deze legislatuur (2024) moet duidelijk zijn dat we op weg zijn om de SDGs van Agenda 2030 te halen met het oog op een duurzame, inclusieve en weerbare samenleving in 2050. Hierna geef ik de grote lijnen weer van mijn beleid voor elk van mijn bevoegdheden. Mijn Beleidsnota 2021 past binnen dit kader.

Duurzame Ontwikkeling

De Club van Rome publiceerde in 2018 het boek “*Come On!*”. In een apart hoofdstuk onder de titel “*The Agenda 2030: The Devil Is in Implementation*” wordt ingegaan op de SDGs. Er wordt onderbouwd aangegeven dat de sociaal-economische doelstellingen (SDG 1 t.e.m. 11) – “*if done based on conventional growth policies*” – het onmogelijk maken de snelheid waarmee de aarde opwarmt te verminderen, overbevissing tegen te gaan, landdegradatie te stoppen of een halt toe te roepen aan het verlies aan biodiversiteit (zoals weerspiegeld in SDG 13 t.e.m. 15). De Club van Rome benadrukt dat het altijd de principes van “*justice and fair distribution*” heeft verdedigd en dat dit dus moet worden ingebracht in de operationalisering van de SDGs. Op het einde van het hoofdstuk wordt dit als volgt samengevat: “*A coherent policy will be needed to address socio-economic and environmental goals as a whole. This, however, will force*

and political approach to development as it has been practised for many decades.”

1. Les SDGs comme boussole de la politique

La politique qui sera menée dans les prochaines années s’appuiera sur les résultats de l’“Étude pour une Belgique plus durable, plus inclusive et résiliente à construire après la crise de la COVID-19”, qui vient d’être publiée par l’IFDD (octobre 2020)², et les études à livrer pourront étayer la politique.

Elle devra mettre l’accent sur l’intégration effective des SDGs dans la stratégie des entreprises et des organisations. Cela suppose une approche multidimensionnelle basée sur la matérialité et le dialogue avec les parties prenantes; il n’est pas question de faire du “picorage”.

J’attire l’attention sur le *National Voluntary Review* demandé par les Nations-Unies, qui sera rédigé (et déposé) au cours de la période 2022-2023, entre autres sur la base d’un dialogue avec les parties prenantes et de leur input.

2. Réévaluation du cadre institutionnel

La structure institutionnelle existante, basée sur la loi du 5 mai 1997, laquelle a été complétée et affinée par la suite, doit faire l’objet d’une réévaluation: le rapportage, la planification et le conseil sont indissociablement liés. Un Plan fédéral de développement durable et une Stratégie nationale de développement durable passent aussi par une collaboration au sein du gouvernement fédéral de même qu’avec les entités fédérées.

L’article 7bis de la Constitution sur le développement durable, déclaré ouvert à révision, sera modernisé au cours de cette législature en se concentrant sur une transition juste tout en respectant les limites planétaires. Dans ce cadre, le gouvernement, en collaboration avec les gouvernements régionaux, examinera comment l’État fédéral et les entités pourront parvenir à plus de coopération et à une meilleure coordination.

3. Focus sur la pérennisation des chaînes de valeurs

Le monde socioéconomique plaide depuis les années 90 pour que l’économie de la connaissance soit le fer de lance de notre pays. Cela tient, en fait, au constat que notre activité économique a évolué, de plus en plus, des secteurs primaire et secondaire vers les secteurs tertiaire et quaternaire. Si bien que les entreprises ont dû

² Voir <https://www.SDG's.be/fr/news/COVID>.

the world to fundamentally overhaul the technological, economic and political approach to development as it has been practised for many decades.”

1. SDGs als kompas voor het beleid

De resultaten van de door FIDO reeds gepubliceerde “Studie om een duurzamer, inclusiever en veerkrachtige België op te bouwen na de COVID-19 crisis” (oktober 2020)² en nog op te leveren studies zullen het beleid kunnen onderbouwen dat de volgende jaren wordt gevoerd.

De focus moet hierbij liggen op de daadwerkelijke integratie van de SDGs in de strategie van bedrijven en organisaties. Dit betekent een multidimensionele benadering op basis van materialiteit en stakeholderdialoog: “cherry picking” is niet aan de orde.

Ik trek de aandacht op de *National Voluntary Review*, zoals gevraagd door de Verenigde Naties die in de periode 2022-2023 zal worden opgemaakt en neergelegd, mede op basis van input van en dialoog met stakeholders.

1. Herwaardering van het institutioneel kader

De bestaande institutionele infrastructuur, met als basis de wet van 5 mei 1997, nadien aangevuld en verfijnd, moet worden geherwaardeerd: rapportering, planning en advisering zijn onlosmakelijk met elkaar verbonden. Ook samenwerking binnen de federale regering én met de gefedereerde entiteiten moeten tot respectievelijk een Federaal Plan Duurzame Ontwikkeling en een Nationale Strategie Duurzame Ontwikkeling leiden.

Het grondwetsartikel 7bis over de duurzame ontwikkeling, dat vatbaar voor herziening werd verklaard, zal tijdens deze beleidsperiode worden gemoderniseerd met bijzondere aandacht voor een rechtvaardige transitie en met respect van de planetaire grenzen. In dat kader zal de regering, samen met de gewestregeringen, onderzoeken hoe de federale overheid en de deelstaten meer samenwerking en een betere coördinatie tot stand kunnen brengen.

3. Focus op het verduurzamen van waardeketens

Binnen de sociaaleconomische sfeer wordt sedert de jaren 90 gepleit voor de kenniseconomie als het speerpunt van ons land. In feite heeft dit te maken met de vaststelling dat onze economische activiteit meer en meer geëvolueerd is van primaire en secundaire sectoren naar tertiaire en quaternaire sectoren. En dus

² Zie <https://www.SDG's.be/nl/news/COVID>.

essayer de conquérir une niche sur le marché mondial, dans une économie globalisée.

Les entreprises (multinationales) recherchent en fait trop souvent les endroits dans le monde où le coût de production est le plus faible, avec comme corollaire – dans la pratique – qu’il ne faut pas prendre en compte les mêmes normes et valeurs écologiques et sociales que dans l’Union européenne et dans notre pays: les métaux terreux rares sont extraits en République Démocratique du Congo, le soja est importé du Brésil, le matériel électrique et électronique est fabriqué en Chine, le textile provient du Bangladesh, le cacao pour le chocolat belge vient de l’Afrique de Ouest, etc. Pour chacun de ces exemples, on peut identifier des problèmes qui jettent une ombre sur notre développement économique actuel, entraînant bien trop souvent une répercussion écologique et social sur l’homme et la nature ailleurs dans le monde.

La communauté mondiale, se référant aux normes internationales, attend pourtant des entreprises qu’elles assument leur responsabilité sociétale. Au nombre de ces normes peuvent être comptées celles qui ont été établies avec la participation des parties prenantes, en particulier ISO 26000 et *Global Reporting Initiative* (GRI). Il est précisé dans chacune de ces normes internationales que les parties prenantes attendent des entreprises qu’elles agissent avec “*due diligence*” (devoir de vigilance) à l’égard de leur chaîne de valeurs. Cela revient en d’autres termes à mettre en place “*une démarche globale, proactive d’identification, visant à éviter et atténuer les impacts négatifs sociaux, environnementaux et économiques, réels et potentiels, qui résultent des décisions et activités d’une organisation.*”

Cela montre en tout cas qu’aux yeux de la communauté internationale, la prise de responsabilité sociétale va beaucoup plus loin qu’une attention pour l’environnement. D’ailleurs, les autres thèmes fondamentaux d’ISO 26000 (et GRI) portent sur les droits de l’homme, les conditions de travail, etc. Cela signifie également que l’attention ne peut pas se limiter à sa propre entreprise, mais doit s’étendre à l’ensemble de la chaîne de valeurs aussi loin qu’il est possible d’exercer une influence. Les normes internationales font d’ailleurs état de “*complicity*” (complicité) si l’on ne s’y conforme pas. La réponse à cela est devoir de vigilance (‘due diligence’).

Ma politique mettra l’accent sur les projets où l’approche est axée sur la chaîne. Ma note de politique générale 2021 contient déjà quelques exemples. Les marchés publics constituent eux aussi un levier pour pérenniser davantage les chaînes de valeurs.

moesten bedrijven een niche op de wereldmarkt, binnen een geglobaliseerde economie, proberen te veroveren.

In realiteit zien we te vaak dat (multinationale) bedrijven op zoek gaan naar die plaatsen in de wereld van laagste productiekost, waarbij – in de praktijk – niet moet worden rekening gehouden met dezelfde normen en waarden op ecologisch en sociaal vlak als in de Europese Unie en ons land: zeldzame aardmetalen worden gewonnen in de Democratische Republiek Congo, soja wordt ingevoerd uit Brazilië, elektrisch en elektronisch materiaal wordt gefabriceerd in China, textiel komt uit Bangladesh, cacao voor de Belgische chocolade komt uit West-Afrika, enz. Voor elk van deze voorbeelden kunnen er problemen worden vastgesteld die een schaduwzijde werpen op onze huidige economische ontwikkeling, waarbij er nog veel te vaak een ecologische en sociale afwenteling op mens en natuur elders in de wereld te zien is.

Nochtans verwacht de wereldgemeenschap – met een referentie naar de internationale standaarden – dat ondernemingen hun maatschappelijke verantwoordelijkheid opnemen. Hieronder kunnen deze normen worden begrepen die tot stand zijn gekomen met participatie van de stakeholders, in het bijzonder ISO 26000 en *Global Reporting Initiative* (GRI). In elk van deze internationale standaarden wordt aangegeven dat stakeholders verwachten dat ondernemingen met “*due diligence*” (i.e. “gepaste zorgvuldigheid”) te werk gaan met betrekking tot hun waardeketen. Het betekent m.a.w. het opzetten van “*een uitgebreid, proactief proces om de feitelijke en potentiële negatieve maatschappelijke, milieu- en economische effecten van de besluiten en activiteiten van een organisatie te identificeren, met het oogmerk om deze effecten te vermijden en te beperken.*”

Hieruit blijkt alvast dat de internationale gemeenschap van oordeel is dat het opnemen van maatschappelijke verantwoordelijkheid veel meer is dan zorg dragen voor het leefmilieu. De andere kernthema’s van ISO 26000 (en GRI) gaan trouwens over mensenrechten, arbeidsomstandigheden ... Het betekent ook dat de focus niet kan beperkt worden tot de eigen onderneming maar zich langs de waardeketen moet uitstrekken tot zover dat invloed kan worden uitgeoefend. In die internationale standaarden is trouwens sprake van “medeplichtigheid” (‘complicity’) indien hier niet aan wordt voldaan. Het antwoord hierop is gepaste zorgvuldigheid (‘due diligence’).

Projecten rond ketenbenadering krijgen in mijn beleid een focus. In de Beleidsnota 2021 worden hiervan reeds enkele voorbeelden gegeven. Ook overheidsopdrachten vormen een hefboom om de waardeketens verder te verduurzamen.

4. La présidence de l'Union européenne

Le point précédent s'inscrit d'ailleurs dans ce que prévoit l'accord de gouvernement: "Le gouvernement jouera un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un cadre législatif européen sur le devoir de diligence". Des initiatives seront bien évidemment prises à cet effet dans le cadre de la préparation de la présidence belge de l'Union européenne (premier semestre de 2024).

D'autres points qui retiendront mon attention sont les suivants:

— "*Transform together*": une approche commune et une coopération au sein de l'Union européenne portant sur l'intégration des SDGs dans tous les domaines politiques;

— consacrer une recherche à la mise en place d'une stratégie "développement durable" globale, basée sur les SDGs, qui intègre également le Green Deal européen;

— la préparation d'un label "développement durable" sur les produits et services dans le cadre de l'Union européenne; cela s'inscrit dans la lignée de l'accord de gouvernement, qui dispose que "la Belgique participera activement aux débats européens sur le "passport produit". L'objectif est que les produits soient de fabrication durable et correcte dès le départ." (voir également le volet Environnement).

Climat

Nous avons tous ensemble fort à faire pour parer à la crise COVID-19. Nous apprenons à anticiper: ce que nous faisons aujourd'hui aura des répercussions sur les admissions à l'hôpital dans quelques semaines. Le trait commun entre le COVID et la crise climatique est l'importance d'agir à temps, sauf que le changement climatique est une crise beaucoup plus lente et dès lors aussi plus difficile à contrer. Nous n'avons qu'une seule chance pour le faire et c'est notre génération qui en hérite.

J'ai bien compris le message des climatologues, ainsi que des jeunes et de nombre de citoyens et d'entreprises qui se soucient d'avoir un avenir meilleur. Je ne ménagerai pas mes efforts pour mettre la politique climatique de la Belgique plus vite sur la bonne voie, en accélérant les réductions d'émissions et, parallèlement, en développant les opportunités sociales et économiques d'une bonne politique climatique.

Ce gouvernement entame donc ses travaux à un double moment charnière. D'une part, il y a la crise sanitaire, qui devra être suivie d'une politique de relance

4. Het voorzitterschap van de Europese Unie

Het voorgaande punt sluit trouwens ook aan bij wat in het Regeerakkoord is vermeld: "De regering zal een voortrekkersrol spelen in de uitwerking van een Europees wetgevend kader inzake zorgplicht." Ter voorbereiding van het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie (eerste semester van 2024) ligt het dan ook voor de hand dat hiertoe initiatieven worden genomen.

Andere punten die mijn aandacht zullen weerhouden zijn de volgende:

— "*Transform together*": een gemeenschappelijke benadering en samenwerking in de EU rond het mainstreamen en integreren van de SDGs in alle beleidsdomeinen;

— onderzoek naar het opzetten van een algemene strategie "duurzame ontwikkeling", gebaseerd op de SDGs, waar de European Green Deal deel van uitmaakt;

— voorbereiding van een label "duurzame ontwikkeling" op producten en diensten binnen het kader van de EU; dit is in lijn met het regeerakkoord dat bepaalt: "België zal eveneens actief deelnemen aan de debatten over het "productpaspoort" op Europees niveau. Doel is dat producten van bij de oorsprong duurzaam en correct gemaakt worden." (zie ook onder het luik "Leefmilieu").

Klimaat

We zijn met z'n allen druk in de weer om de COVID19-crisis af te wenden. We leren vooruit denken: wat we nu doen, heeft een effect op de ziekenhuisopnames binnen enkele weken. De klimaatcrisis deelt met COVID het belang van tijdig handelen. Alleen is de klimaatverandering een veel tragere maar daardoor ook moeilijker te keren crisis. We hebben slechts één kans en die valt in onze generatie.

Ik heb de boodschap van klimaatwetenschappers, van de bezorgde jongeren en vele burgers en bedrijven die een betere toekomst willen, goed begrepen. Ik zal tot het uiterste gaan om het klimaatbeleid in België sneller op het goede spoor te krijgen. Door emissiereducties te versnellen en tegelijk de sociale en economische kansen van goed klimaatbeleid te verzilveren.

Deze regering begint haar werk dus op een dubbel kantelpunt. Enerzijds is er de gezondheidscrisis, die zal moeten worden gevolgd door een herstelbeleid van

aux proportions inédites. D'autre part, 2020 est l'année au cours de laquelle la communauté internationale doit annoncer la couleur et indiquer si elle prend les objectifs de l'Accord de Paris à-bras-le-corps.

L'Europe a pris la tête à cet égard et veut atteindre la neutralité climatique pour 2050. D'autres grandes économies, comme la Chine, le Japon et la Corée, lui emboîtent le pas. La Belgique doit suivre aussi, non pas parce que l'Union européenne nous obligera à le faire, mais parce que la transition vers un avenir climatiquement neutre offre aussi de grandes opportunités. Tel est également le *leitmotiv* du Green Deal européen, que la Commission européenne d'Ursula von der Leyen présente comme étant la nouvelle stratégie économique et géopolitique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Conseil européen place la transition verte au centre de la politique de relance. Je m'inscris pleinement dans cette logique, qui constituera le fil rouge de la politique du gouvernement ces prochaines années.

Le début de cette législature coïncide avec l'échéance internationale que l'Accord de Paris nous impose pour inscrire notre politique dans la ligne des objectifs de cet Accord et traduire cela en nouvelles *Nationally Determined Contributions* (dans le courant de 2020). En 2023, la communauté internationale dressera pour la deuxième fois un bilan des efforts de toutes les parties à l'Accord dans un *Global Stocktake*. Entretemps, la Belgique continuera à assumer un rôle proactif sur la scène internationale. Nous veillerons notamment à ce que l'ambition de l'Accord de Paris ne soit pas vidée de sa substance, mais bien soutenue par les mécanismes de marché en cours d'élaboration. Un autre point d'attention important demeure la situation des plus pauvres et des plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle notre pays honorera ses engagements dans le cadre des Accords de Paris en ce qui concerne le financement climatique, y compris le principe d'additionnalité. Le gouvernement veillera à la cohérence des politiques en faveur du développement avec d'autres domaines politiques dont les objectifs climatiques, les accords commerciaux, la diplomatie et les opérations militaires ... Je jouerai mon rôle au sein de l'organe de concertation interministériel qui sera activé.

Ce gouvernement débute aussi à un moment où les bases du Green Deal européen sont pratiquement établies. La décision d'atteindre la neutralité climatique pour 2050 a déjà été prise l'année dernière et nous connaissons pour la fin de cette année aussi le nouvel objectif européen de réduction des gaz à effet de serre pour 2030. Le gouvernement soutient la proposition de la Commission européenne de réduire les gaz à effet de serre d'au moins 55 % en 2030 par rapport à leur niveau de 1990. La politique européenne qui doit transposer cet

onzezième principe. D'autre part, 2020 est l'année au cours de laquelle la communauté internationale doit annoncer la couleur et indiquer si elle prend les objectifs de l'Accord de Paris à-bras-le-corps.

Europe heeft daarin de leiding genomen en wil klimaatneutraal zijn tegen 2050. Andere grote economieën, zoals China, Japan en Korea volgen ons. En ook België moet volgen, niet omdat we daartoe door de EU zullen worden verplicht, maar omdat de transitie naar een klimaatneutrale toekomst ook grote kansen biedt. Dat is ook het *Leitmotiv* van de Europese Green Deal, die door de Europese Commissie van Ursula von der Leyen wordt gepresenteerd als de nieuwe economische en geopolitieke strategie. En het is niet voor niets dat de Europese Raad de groene transitie centraal plaatst in het herstelbeleid. Ik volg die logica volledig. Ze wordt de rode draad doorheen het beleid van de regering in de komende jaren.

Het begin van deze regeerperiode valt samen met de internationale deadline die de Overeenkomst van Parijs ons oplegt om ons beleid in lijn te brengen met de doelstellingen van die Overeenkomst en dat in de loop van 2020 moet reflecteren in nieuwe *Nationally Determined Contributions*. De internationale gemeenschap zal in 2023 dan voor de 2^{de} keer de balans opmaken in een *Global Stocktake* van de inspanningen van alle Partijen bij de Overeenkomst. Ondertussen zal België op de internationale scène een proactieve rol blijven spelen. We letten er daarbij met name op dat de marktmechanismen die in de steigers staan, de ambitie van de Overeenkomst van Parijs niet uithollen, maar net ondersteunen. Ook de situatie van de armsten en meest kwetsbaren blijft een belangrijk aandachtspunt. Het is net daarom dat ons land de engagementen in het kader van de Akkoorden van Parijs op het vlak van klimaatfinanciering zal honoreren, met inbegrip van het principe van additionnalité. De regering waakt over beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling met andere beleidsdomeinen waaronder de klimaatdoelstellingen, handelsakkoorden, diplomatie en militaire operaties ... Ik zal mijn rol spelen in het interministerieel overlegorgaan dat zal worden geactiveerd.

Deze regering start ook op een moment dat de fundamenten van de Europese Green Deal zo goed als gelegd zijn. De beslissing om klimaatneutraal te worden tegen 2050 is vorig jaar al genomen en tegen het einde van dit jaar zullen we ook de nieuwe Europese 2030-doelstelling voor de vermindering van de broeikasgasuitstoot kennen. De regering steunt het voorstel van de Europese commissie om de broeikasgasuitstoot in 2030 ten minste met 55 % te verminderen ten opzichte van het niveau van 1990. Vanaf 2021 zal het Europese beleid uitgerold

objectif en mesures politiques et législations concrètes sera déployée à partir de 2021. Ma grande priorité est de veiller, moi aussi, à ce que la Belgique soit un partenaire loyal et constructif pour l'élaboration de cette politique. Dans ce cadre, nous prendrons en compte les préoccupations et les intérêts de chacun, et certainement de ceux qui ont encore vu trop peu de résultats de la politique climatique. La politique climatique ne doit pas seulement être directive à l'aide de prix et de réglementations, mais doit surtout aussi apporter une amélioration tangible des conditions de vie. Par ailleurs, les innombrables entreprises, PME et coopératives de notre pays se voient elles aussi offrir des opportunités d'entreprise et une compétitivité renforcée par le biais de la politique climatique. J'intégrerai leur réalité dans les discussions européennes. Entre autres, la révision du Règlement sur la répartition de l'effort, la directive ETS, l'instauration d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et le rôle de l'utilisation des terres (LULUCF) constituent d'importants dossiers à cet égard.

Je vais en outre contribuer à la révision de la législation européenne dans des domaines politiques qui ne relèvent pas strictement de mes compétences, notamment en matière d'énergie, de mobilité, d'industrie, de financement durable, de fiscalité, etc. Le Green Deal témoigne d'une vaste vision globale dont les implications sont lourdes de conséquences pour pratiquement l'ensemble des domaines de compétence; un travail d'équipe est dès lors nécessaire, certainement dans un pays complexe comme la Belgique. Je mettrai tout en œuvre pour que la concertation avec l'ensemble des partenaires au niveau belge se déroule de manière effective et inclusive et pour y faire valoir les ambitions climatiques du gouvernement.

En collaboration avec le ministre des Finances, je prendrai une initiative concernant la sustainable finance (finances durables) qui visera, entre autres, à mettre en œuvre les recommandations de la *Task Force Climate-related Financial Disclosures*, du *Network for Greening the Financial System* et à fournir des lignes directrices pour l'élaboration d'une stratégie coordonnée, durable et ambitieuse d'investissement.

Il va sans dire que la politique de relance post-COVID-19 constitue la priorité pour ce gouvernement. Au niveau européen, un des fondements de la relance est la "transition verte". La transition climatique y occupe une place centrale, non seulement en des termes généraux, mais également de façon très concrète et avec un impact immédiat pour la politique belge. Par exemple 37 % des ressources européennes dédiées aux plans nationaux de relance et de résilience devront être consacrés au climat et les autres éléments contenus dans le plan de relance ne pourront pas avoir un impact négatif sur les

worden dat die doelstelling moet omzetten naar concrete beleidsmaatregelen en wetgeving. Ik maak er een hoge prioriteit van om er mee voor te zorgen dat België in de uitwerking van dat beleid een loyale, constructieve partner is. We nemen daarbij de zorgen en belangen mee van elkeen. Zeker diegenen die nog te weinig de vruchten hebben gezien van het klimaatbeleid. Het klimaatbeleid moet niet alleen sturend zijn met prijzen of regelgeving, maar moet vooral tastbare verbetering in de leefomstandigheden bieden. Maar ook de talloze ondernemingen, kmo's en coöperatieven in ons land krijgen via het klimaatbeleid ondernemingskansen en een versterkte competitiviteit. Ik neem hun realiteit mee in de Europese discussies. Belangrijke dossiers in dat verband zijn onder meer de herziening van de Effort Sharing Regulation, de ETS-richtlijn, de invoering van een *Carbon Border Adjustment Mechanism*, en de rol van landgebruik (LULUCF).

Maar ik zal ook bijdragen aan de herziening van de Europese wetgeving op beleidsdomeinen die buiten mijn strikte bevoegdheid vallen, met name op het gebied van energie, mobiliteit, industrie, duurzame financiering, fiscaliteit enz. De Green Deal is een brede totaalvisie met verstrekende implicaties voor zo goed als alle beleidsbevoegdheden en vergt daarom teamwerk, zeker in een complex land als België. Ik zal me ervoor inspannen dat het overleg met alle partners op Belgisch niveau op een effectieve en inclusieve manier gebeurt en dat de klimaatambities van de regering daarbij tot hun recht komen.

In samenwerking met de minister van Financiën zal ik een initiatief opstarten rond sustainable finance, dat onder meer tot doel zal hebben om de aanbevelingen van de *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* en het *Network for Greening the Financial System* uit te voeren en om de FPIM richtsnoeren te bieden voor de uitwerking van een gecoördineerde, duurzame en ambitieuze investerings- en beleggingsstrategie.

Het post-COVID-19-herstelbeleid is prioritair voor deze regering, dat hoeft geen verder betoog. Op EU-niveau is de "groene transitie" één van de fundamenteën voor het herstel. De klimaattransitie staat daarin centraal, niet alleen in algemene termen, maar ook heel concreet, met een onmiddellijke impact voor het Belgische beleid. Zo moet bv. 37 % van de EU-middelen voor de nationale herstel- en veerkrachtplannen worden besteed aan klimaat en krachtens het *do no harm*-principe zullen ook de andere elementen uit het herstelplan geen negatieve impact mogen hebben op de Europese klimaatdoelstellingen.

objectifs climatiques européens, cela en vertu du principe de ne pas nuire (*do no harm*). Il importe par ailleurs que le financement pour le climat et la biodiversité ait un effet de renforcement mutuel.

La relance nécessitera d'importants investissements, mais des investissements massifs seront aussi nécessaires pour pouvoir réaliser la transition vers la neutralité climatique. Cela nous offre une opportunité unique de réaliser un *win-win*.

Le plan d'investissement interfédéral sera donc un instrument crucial pour la transition climatique. Les principes européens de l'intégration du climat et de ne pas nuire seront un important fil conducteur. Cependant, les moyens publics ne suffiront pas en soi, même s'ils auront un effet multiplicateur. Pour qu'ils puissent produire leur plein potentiel, ils devront être ancrés dans une vision globale, dans un cadre d'objectifs clarifiant également les évolutions infrastructurelles attendues dans les différents secteurs. Cela signifie concrètement que nous avons besoin d'une vision robuste quant au rôle, par exemple, de l'hydrogène, de la biomasse, du transport de CO₂ et aux millions d'investissements y afférents. Notamment avec ma collègue en charge de l'énergie, je veillerai à ce que les investissements importants soient conformes à une économie climatiquement neutre et efficace dans l'utilisation des ressources.

Un autre facteur important dans ce cadre est celui des prix de marché et il importe dès lors de donner des signaux clairs en matière de prix. Une réforme fiscale résolument orientée vers la transition verte et la réalisation de nos objectifs climatiques est importante. D'importantes démarches préparatoires visant à instaurer un prix carbone ont déjà été accomplies au cours de la précédente législature. Je prendrai l'initiative au sein du gouvernement de faire des propositions concrètes pour introduire sans tarder une telle tarification dans les secteurs hors ETS et l'accompagner des mesures nécessaires pour garantir son caractère socialement juste. Nous alignerons toute démarche éventuelle dans ce cadre sur les décisions européennes, dans la mesure où il est possible que des initiatives similaires en matière de tarification de la pollution émanent de ce niveau-là. Les investisseurs, et donc aussi le secteur financier, doivent également être de la partie et dès lors recevoir l'encadrement nécessaire de manière à pouvoir aligner leurs décisions sur les besoins de la transition et les risques des changements climatiques. Tout cela demande que soit développé une stratégie et un plan d'action vastes de financement vert.

L'instrument central par excellence pour notre politique climatique est le Plan National Energie Climat (PNEC). Selon la Commission européenne, l'actuel

Daarnaast is het belangrijk dat de financiering voor klimaat en biodiversiteit elkaar versterken.

Het herstel zal grote investeringen vergen, maar om de omslag naar klimaatneutraliteit te kunnen maken, zullen eveneens massale investeringen nodig zijn. Dat biedt ons een unieke opportuniteit om een *win-win* te realiseren.

Het interfederaal investeringsplan wordt dus een cruciaal instrument voor de klimaattransitie. De Europese principes van klimaat-*mainstreaming* en *do no harm* zullen daarbij een belangrijke leidraad zijn. Maar publieke middelen alleen zullen niet volstaan, ook al zullen ze een multiplicatoreffect hebben. Om het volle potentieel te kunnen realiseren moeten ze worden ingebed in een totaalvisie, een doelstellingenkader dat ook duidelijkheid biedt over de verwachte infrastructurele ontwikkelingen in de verschillende sectoren. Dat betekent concreet dat we een robuuste visie nodig hebben over de rol van bijvoorbeeld waterstof, biomassa of CO₂-transport en de daarbij horende miljoeneninvesteringen. Ik zal er onder meer samen met mijn collega van energie voor zorgen dat belangrijke investeringen in lijn liggen met een klimaatneutrale en grondstoffenefficiënte economie.

Marktprijzen zijn hierbij een andere belangrijke factor en het is dus belangrijk zo snel mogelijk duidelijke prijsignalen te geven. Een fiscale hervorming die resoluut gericht is op de groene transitie en op het bereiken van onze klimaatdoelstellingen is belangrijk. Tijdens de vorige legislatuur werden al belangrijke voorbereidende stappen gezet in de richting van de invoering van een koolstofprijs. Op mijn initiatief zullen binnen de regering concrete voorstellen worden gedaan om onmiddellijk een dergelijke tarifiering in te voeren in de niet-ETS-sectoren en die te koppelen aan de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de tarifiering sociaal rechtvaardig is. Daarbij stemmen we elke mogelijke stap af op de Europese beslissingen, omdat het mogelijk is dat er van daaruit gelijkaardige initiatieven rond de beprijzing van vervuiling worden genomen. De investeerders en dus ook de financiële sector moeten mee aan boord zijn en dus de nodige omkadering krijgen zodat ze hun beslissingen kunnen afstemmen op de noden van de transitie en de risico's van klimaatverandering. Dat alles vraagt om de ontwikkeling van een brede groene financieringsstrategie en -actieplan.

Hét centrale instrument voor ons klimaatbeleid is het Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP). Het huidige NEKP schiet volgens de Europese Commissie

PNEC présente plusieurs manquements, tant sur le contenu qu'en matière de cohérence interne. En outre, le relèvement de l'objectif européen pour 2030 nécessitera de revoir le niveau d'ambition du PNEC à la hausse. Il faudra donc entamer à plus ou moins court terme une révision de ce plan, non seulement pour ce qui concerne la contribution fédérale, mais aussi en collaboration avec les régions. Une meilleure implication des parties prenantes est également essentielle et je prendrai dès lors l'initiative d'examiner plus avant avec elles quelles sont les conditions à la réussite de la politique.

La conclusion d'un accord de coopération portant sur la réalisation des objectifs climat-énergie 2030 est également une priorité dans ce contexte, afin d'ancrer juridiquement les responsabilités des différents acteurs impliqués dans l'atteinte des objectifs de la Belgique, de permettre d'allouer les recettes de la mise aux enchères des quotas d'émissions dès 2021 et d'en faire usage pour financer leurs politiques climatiques. Ce nouvel accord de coopération doit aussi être l'occasion de renégocier à la hausse la contribution de la Belgique au financement climatique international.

La contribution fédérale au PNEC est aujourd'hui coordonnée par les administrations fédérales du climat et de l'énergie, au sein d'une Task Force ad hoc créée à cet effet. Pour renforcer la contribution fédérale, je vais aussi rapidement mettre en œuvre un cadre structurel permanent susceptible d'assurer de façon efficiente et efficace la planification et le suivi de la politique fédérale en matière d'énergie et de climat. Je prendrai les initiatives nécessaires pour ce faire au sein du gouvernement, en étroite collaboration avec la ministre de l'Énergie. Je veux veiller à ce que l'administration fédérale dispose de moyens suffisants pour continuer à répondre aux besoins de la politique gouvernementale. En outre, je formulerai aussi des propositions au sein du gouvernement pour un meilleur financement structurel de la politique climatique fédérale.

La Commission Nationale Climat (CNC) doit jouer pleinement son rôle de plateforme centrale pour cette coopération, et j'entends donner une impulsion forte à l'amélioration de la transparence de la CNC, de son efficacité et du contrôle démocratique de ses actions, notamment via une relation renforcée avec les parlements. Il est également important que la coopération et la coordination soient renforcées non seulement au niveau administratif, mais aussi au niveau politique pour aboutir à un véritable dialogue politique entre tous les ministres compétents, au-delà des frontières institutionnelles. Je m'engage également à engager un dialogue étroit avec les différentes assemblées parlementaires de

op meerdere punten tekort, zowel inhoudelijk als qua interne coherentie. Daarnaast zal de verhoging van de Europese 2030-doelstelling, een opschaling van het ambitieniveau van het NEKP vergen. Het zal dus nodig zijn om op relatief korte termijn te starten met de herziening van dit plan, niet alleen met betrekking tot de federale bijdrage, maar ook in samenwerking met de gewesten. Het is van groot belang om daarbij ook de stakeholders beter te betrekken; ik zal dan ook het initiatief nemen om samen met hen nader te bekijken welke de voorwaarden zijn voor het slagen van het beleid.

Het sluiten van een samenwerkingsakkoord voor het bereiken van de klimaat- en energiedoelstellingen voor 2030 is ook een prioriteit in die context, teneinde de verantwoordelijkheden van de verschillende actoren die betrokken zijn bij de verwezenlijking van de Belgische doelstellingen juridisch te verankeren, de inkomsten uit de veiling van emissierechten vanaf 2021 toe te wijzen aan de gewesten en aan de Federale Staat en ze te gebruiken voor de financiering van hun klimaatbeleid. Dit nieuwe samenwerkingsakkoord moet ook een gelegenheid zijn om de bijdrage van België aan de internationale klimaatfinanciering opnieuw op te trekken.

De federale bijdrage aan het NEKP wordt momenteel gecoördineerd door de federale klimaat- en energie-administraties, in een daartoe opgerichte ad hoc Task Force. Om de federale bijdrage te versterken, maak ik ook snel werk van een permanent structureel kader dat de planning en opvolging van het federale energie- en klimaatbeleid op een efficiënte en doeltreffende manier kan verzekeren. Ik neem daartoe binnen de regering de nodige initiatieven, in nauwe samenwerking met de minister van energie. Opdat de federale administratie kan blijven beantwoorden aan de behoeften van het regeringsbeleid, wil ik ervoor zorgen dat deze daartoe over voldoende middelen beschikt. Bovendien zal ik in de schoot van de regering ook voorstellen doen om het federale klimaatbeleid beter structureel te financieren.

De Nationale Klimaatcommissie (NKC) moet haar rol als centraal platform voor deze samenwerking ten volle spelen en ik ben van plan een sterke impuls te geven voor het verbeteren van de transparantie van de NKC, de efficiëntie ervan en de democratische controle op haar optreden, met name door middel van een sterkere relatie met onder andere de parlements. Het is eveneens van belang dat de samenwerking en coördinatie niet alleen op het ambtelijke, maar ook op het politieke niveau wordt versterkt om te komen tot een echte politieke dialoog tussen alle bevoegde ministers, over de institutionele grenzen heen. Ik engageer me er tevens toe om in nauwe dialoog te treden met de diverse parlementaire

notre pays, au niveau fédéral, mais aussi dans le cadre du dialogue interparlementaire sur le climat.

La transition climatique passe par une transition systémique et doit par conséquent être un large projet sociétal à long terme qui présente une vision claire portée par l'ensemble de la société. Cette vision devra également être transposée dans une stratégie cohérente et dans des actions concrètes, y compris pour le court terme, afin d'offrir le plus rapidement possible un maximum de certitudes aux décideurs politiques, aux citoyens, aux entreprises et aux investisseurs. L'actuelle stratégie belge à long terme peut donner plus de substance à cet égard. Il importe donc de procéder, comme il a été décidé en Comité de concertation, à une révision de cette stratégie et de la mettre en phase avec "la volonté commune" du gouvernement fédéral et des gouvernements régionaux "de tendre vers la neutralité carbone".

La transition vers la neutralité climatique n'est possible que si elle est débattue et soutenue par l'ensemble des parties prenantes. En concertation avec les régions, j'initierai un processus participatif incluant l'ensemble des acteurs concernés afin de concrétiser, dans les secteurs du bâtiment, du transport, de l'industrie, de la production énergétique et de l'agriculture, leurs contributions aux différentes trajectoires possibles pour une transition juste vers une société climatiquement neutre. En lien avec ce processus participatif, je contribuerai activement à l'organisation d'une conférence nationale sur la transition juste. Ces travaux s'appuieront sur des analyses factuelles et approfondies, dont certaines sont actuellement en préparation.

Enfin, j'entends contribuer à la modernisation, à l'augmentation de l'efficacité et à l'approfondissement des principes démocratiques des structures de l'État en explorant sur la base des travaux existants quelles pistes de réforme concrètes peuvent être proposées afin de renforcer la gouvernance climatique en Belgique.

Au terme de cette législature, j'espère avoir atteint le point où les différents pouvoirs coopèrent de façon complémentaire à la politique climatique et énergétique, où le pouvoir fédéral engage pleinement ses compétences et où la politique climatique est aussi portée et déterminée par les citoyens et les entreprises.

Environnement

1. *Protection, maintien et restauration de la biodiversité et des écosystèmes*

La biodiversité, les différentes formes de vie sur la terre et les écosystèmes sont d'une importance capitale pour l'homme, pour notre société et pour notre bien-être.

assemblees van ons land, op federaal niveau, maar ook in het kader van de interparlementaire klimaatdialoog.

De klimaattransitie vraagt om een systeembrede omslag en moet daarom een breed-maatschappelijk langetermijnproject zijn, met een duidelijke visie die wordt gedragen door de hele samenleving. Die visie moet ook vertaald worden in een coherente strategie en in concrete acties – ook op de korte termijn – om zo snel mogelijk zo veel mogelijk zekerheid te bieden aan beleidsmakers, burgers, bedrijven en investeerders. De huidige Belgische langetermijnstrategie kan nog verder invulling geven hieraan. Het is dus zaak om deze strategie – zoals is beslist in het Overlegcomité – te herzien en af te stemmen op de "de gemeenschappelijke wil" van de federale en gewestregeringen "om naar koolstofneutraliteit te streven".

De overgang naar klimaatneutraliteit is alleen mogelijk als die door alle belanghebbenden wordt besproken en ondersteund. In overleg met de gewesten zal ik een participatief proces definiëren en alle belanghebbenden betrekken om, in de sectoren bouw, transport, industrie, energieproductie en landbouw, hun bijdrage in de verschillende mogelijke trajecten voor een rechtvaardige transitie naar een klimaatneutrale samenleving te concretiseren. In samenhang met dit participatief proces zal ik op actieve wijze bijdragen tot het organiseren van een nationale conferentie over de rechtvaardige transitie. Die werkzaamheden zullen uitgaan van diepgaande feitelijke analyses, waarvan een aantal momenteel in voorbereiding zijn.

Ik wil ten slotte ook bijdragen tot het moderniseren, het opdrijven van de efficiëntie en het uitdiepen van de democratische beginselen van de staatsstructuren, door op basis van de bestaande werkzaamheden na te gaan welke concrete hervormingsopties voorgesteld kunnen worden om het klimaatbestuur in België te versterken.

Op het einde van deze regeerperiode hoop ik op het punt te staan waarbij de verschillende overheden complementair samenwerken in het klimaat- en energiebeleid, de federale overheid haar bevoegdheden ten volle inzet en de burgers en ondernemingen het klimaatbeleid mee dragen en invullen.

Milieu

1. *Bescherming, behoud en herstel van de biodiversiteit en de ecosystemen*

Biodiversiteit, de diverse vormen van leven op aarde en de ecosystemen zijn van cruciaal belang voor de mens, onze maatschappij en onze welvaart. Ecosysteemdiensten

Les systèmes écosystémiques nous apportent alimentation, protection, médicaments, matières premières, divertissement et bien-être. Ils purifient l'eau et l'air que nous respirons, maintiennent l'équilibre climatique, transfèrent les déchets en matières premières, assurent la pollinisation des cultures et font beaucoup plus encore.

Partout dans le monde, cependant, les écosystèmes subissent une énorme pression de par la pollution, la surexploitation, la destruction d'habitats et de par les changements climatiques. La richesse variétale régresse, des espèces disparaissent ou sont menacées d'extinction. Le *"Living Planet Report 2020"* (WWF, septembre 2020) estime que la biodiversité a diminué de 68 % au cours des 50 dernières années. L'atteinte à la planète doit cesser.

La perte de biodiversité et la crise climatique sont liées et s'aggravent mutuellement. Notre "capital nature", la restauration des écosystèmes et davantage de vert sont primordiaux pour freiner les changements climatiques, pour maintenir la viabilité de notre planète et pour protéger notre société.

La protection de l'environnement et la protection de la santé relèvent d'un seul et même but. Notre espace vital et notre santé souffrent fortement des différentes formes de pollution. Des déchets, par exemple du (micro)plastic mais aussi des nanomatériaux, etc., se retrouvent dans notre cadre de vie et dans notre alimentation. L'air que nous respirons est pollué par des gaz nocifs et des gaz à effet de serre. Les hommes et les animaux entrent en contact avec des résidus nocifs de produits tels que des pesticides, des produits chimiques et des perturbateurs endocriniens. La pollution des cours d'eau, des sols, de l'air intérieur et extérieur, mais aussi la pollution lumineuse et sonore, ne touchent pas seulement l'environnement et la richesse variétale, mais aussi nous-mêmes en tant qu'être humain.

En ma qualité de ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal, j'ai pour mission et responsabilité sociétale d'implémenter ces compétences de manière transversale. En prenant comme fil conducteur les objectifs de développement durable et l'Agenda 2030, j'entends entreprendre des démarches concrètes, dans le cadre d'une bonne collaboration avec l'ensemble des acteurs et par le biais d'une économie circulaire, pour combattre le réchauffement climatique, mettre le holà à la déforestation, rendre les processus de production et de consommation plus durables, purifier l'eau et l'air et protéger l'environnement.

Le cadre mondial biodiversité post 2020 sera défini pendant cette législature. Je vais mener un combat acharné pour le maintien et la protection de la biodiversité, à la

bieden ons voeding, bescherming, geneesmiddelen, grondstoffen, ontspanning en welzijn. Ze zuiveren het water en onze lucht, houden het klimaat in balans, zetten afval om in grondstoffen, zorgen voor de bestuiving van gewassen en nog zoveel meer.

Wereldwijd staan ecosystemen echter onder loodzware druk door vervuiling, overexploitatie, habitatvernietiging en door de klimaatverandering. De soortenrijkdom gaat achteruit, soorten verdwijnen of worden met uitsterven bedreigd. Het *"Living Planet Report 2020"* (WWF, september 2020) stelt dat de biodiversiteit de afgelopen 50 jaar met 68 % is afgenomen. De rooibouw op de planeet moet stoppen.

Het verlies aan biodiversiteit en de klimaatcrisis zijn aan elkaar gekoppeld en verergeren elkaar. Ons "natuurlijk kapitaal", het herstel van de ecosystemen, alsook meer groen zijn essentieel om de klimaatverandering af te remmen, om onze planeet leefbaar te houden en om onze gezondheid te beschermen.

De bescherming van het leefmilieu en de bescherming van de gezondheid zijn één en hetzelfde doel. Onze leefomgeving en onze gezondheid hebben sterk te lijden door verschillende vormen van vervuiling. Afval, zoals plastics, microplastics, maar ook nanomaterialen, ... komt in onze leefomgeving en onze voeding terecht. Onze lucht wordt vervuild met schadelijke gassen en broeikasgassen. Mens en dier komen in aanraking met schadelijke residuen van producten zoals pesticiden, chemicaliën en hormoonverstorende stoffen. Vervuiling van waterlopen, bodems, binnen- en buitenlucht, maar ook lichtvervuiling en geluidsoverlast treffen niet enkel het leefmilieu en de soortenrijkdom, maar ook ons, als mens.

Als minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal is het mijn taak en maatschappelijke verantwoordelijkheid om deze bevoegdheden transversaal te implementeren. Met als leidraad de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen en Agenda 2030, wil ik in goede samenwerking met alle actoren en via een circulaire economie concrete stappen zetten om de klimaatopwarming tegen te gaan, de leegroef van onze planeet te stoppen, de ontbossing een halt toe te roepen, productie- en consumptieprocessen te verduurzamen, water en lucht proper te maken en het milieu te beschermen.

Het wereldwijde kader rond biodiversiteit voor de periode na 2020 zal tijdens deze regeerperiode worden vastgelegd. Ik zal het behoud en de bescherming van

fois en Belgique et au niveau international, en ligne avec l'engagement que la Belgique a pris au plus haut niveau dans le "Leaders Pledge for Nature" de septembre 2020.

Dans toutes les négociations internationales, j'assume-
rai un rôle proactif pour protéger la biodiversité mondiale
et les écosystèmes.

Afin de concrétiser les objectifs de biodiversité post-
2020, une stratégie nationale pour le maintien et la pro-
tection de la biodiversité, comprenant un plan d'action,
sera développée en concertation avec les régions en
intégrant les autres plans existant dans le cadre mondial,
les stratégies européennes (Biodiversité, de la Ferme à
la fourchette et Forêts), ainsi que les recommandations
biodiversité de l'Examen des performances environne-
mentales de l'OCDE.

Après concertation au DGE, la Belgique devrait dé-
fendre ses intérêts avec une position forte et constructive
dans le cadre des Nations-Unies lors de la 5^{ième} (2021-
2022) et 6^{ième} (2023) Assemblée mondiale pour l'environ-
nement des Nations-Unies, lors de la commémoration des
50 ans du Programme des Nations-Unies pour l'Environ-
nement (PNUE), lors de la Conférence des Nations-Unies
sur l'environnement de Stockholm (2021-2022) et lors des
négociations vers une déclaration politique concernant
un Pacte mondial pour l'environnement (à adopter en
2022). Plus spécifiquement en matière de biodiversité,
la Belgique négociera pour des engagements forts à la
19^{ième} Conférence des Parties à la CITES (2022) et aux
réunions de la Commission baleinière internationale, de
la Commission pour la conservation de la faune et la
flore marines de l'Antarctique et du Traité Antarctique.
Je défendrai à cet effet la protection et la conservation
du continent blanc ainsi que la mise en place d'aires
marines protégées autour de ce continent, mais aussi
dans d'autres régions propices à la conservation des
cétacés et des écosystèmes marins, et j'assurerai la
délivrance des permis des expéditions qui s'y rendront.

Je finaliserai le projet de loi pour garantir le partage
des avantages découlant de l'utilisation des ressources
génétiques comme prévu dans le cadre du protocole de
Nagoya à la Convention sur la diversité biologique. La loi
sur la conservation de la nature de 1973 sera modifiée
dans sa partie sur les espèces exotiques envahissantes
afin d'offrir tous les moyens juridiques nécessaires pour
une politique efficiente de prévention et de poursuite
des infractions.

de biodiversiteit met vuur verdedigen binnen België
en op het internationale niveau in overeenstemming
met het engagement dat België op het hoogste niveau
is aangegaan in de "Leader's Pledge for Nature" van
september 2020.

In alle internationale onderhandelingen zal ik een
proactieve rol opnemen om de mondiale biodiversiteit
en de ecosystemen te beschermen.

In samenspraak met de gewesten zal een nationale
strategie voor het behoud en de bescherming van de
biodiversiteit worden opgesteld om de biodiversiteitsdoel-
stellingen post-2020 te concretiseren, door de andere
plannen te integreren in het wereldwijde kader, in de
Europese strategieën (Biodiversiteit, Boer tot bord,
Bossen) en in de aanbevelingen inzake biodiversiteit
uit de Evaluatie van de milieuprestaties door de OESO.

Na overleg binnen DGE, zou België een krachtig en
constructief standpunt moeten innemen in het kader
van de Verenigde Naties om haar belangen te verde-
digen, met name op de vijfde (2021-2022) en zesde
(2023) Wereldmilieuvergadering van de Verenigde
Naties, op de herdenking van de 50^{ste} verjaardag van
het Milieuprogramma van de Verenigde Naties (UNEP),
op de Conferentie van de Verenigde Staten over het
Milieu in Stockholm (2021-2022) en in de onderhande-
lingen die moeten leiden tot een politieke verklaring met
betrekking tot een Wereldwijd Milieupact (dat in 2022
moet worden aangenomen). Meer specifiek inzake bio-
diversiteit zal ons land onderhandelen voor verregaande
verbintenissen op de 19^{de} Conferentie van de Partijen
bij CITES en in de vergaderingen van de Internationale
Walvisvaartcommissie, van de Commissie voor de
instandhouding van de mariene fauna en flora van
Antarctica, en van het Antarcticaverdrag. Ik zal in dat
opzicht pleiten voor de bescherming en de instandhou-
ding van het witte continent en voor het vastleggen van
beschermde mariene gebieden rond dit continent, maar
ook in andere gunstige regio's voor de instandhouding
van de walvisachtigen en de mariene ecosystemen, en
ik zal de vergunningen afleveren voor de expedities die
er naartoe trekken.

Ik zal het wetsontwerp finaliseren dat de verdeling van
voordelen voortvloeiende uit het gebruik van genetische
rijkdommen garandeert zoals bepaald in het kader van het
Protocol van Nagoya bij het Verdrag inzake biologische
diversiteit. Het gedeelte van de wet op het natuurbehoud
uit 1973 betreffende de invasieve uitheemse soorten zal
gemoderniseerd worden teneinde alle nodige juridische
middelen aan te reiken met het oog op een efficiënt
beleid van voorkoming en vervolging van misdrijven.

Je veillerai à ce que le commerce illégal du bois, des animaux et des plantes sauvages soit activement combattu en réponse au Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages et à nos autres engagements en la matière (*FLEGT- Forest Law Enforcement, Governance and Trade /EU Timber Regulation*). J'assurerai la signature d'un accord de coopération CITES avec les Régions qui amènera notamment à renforcer les moyens et les collaborations pour son implémentation avec des éventuelles conséquences du BREXIT.

J'évaluerai également la pertinence de réviser les lois suivantes: la loi relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement de 2006 pour améliorer les dispositions relatives au rapport fédéral environnemental, la loi relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public dans l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement de 2006 pour la clarifier et améliorer son efficacité.

Je soutiendrai les entreprises dans leurs démarches d'intégration de la biodiversité sur leurs terrains, dans leurs infrastructures ou dans leur processus et politique d'achat comme mis en avant par la stratégie fédérale #BeBiodiversity et aidé notamment de l'outil en ligne "[BiodiversiTree](#)" conjointement développé avec les Régions. Le pouvoir fédéral donnera l'exemple dans sa politique de diversité.

Pour conclure ce chapitre biodiversité, je voudrais citer Hans Bruyninckx, directeur exécutif de l'Agence européenne de l'environnement. L'État de la nature qui vient d'être publié "*montre que la sauvegarde de la santé et de la résilience de la nature en Europe, ainsi que du bien-être des populations, nécessite des changements fondamentaux dans la façon dont nous produisons et consommons les aliments, gérons et utilisons les forêts, et construisons les villes*".

La protection, le maintien et la restauration de la biodiversité constituent une priorité politique. La protection de la nature, des espèces et du climat sera bénéfique, mais cela nous rendra aussi beaucoup plus heureux. Voilà le souhait que je formule pour tous les citoyens de ce pays: un cadre de vie sain et un bien-être au beau fixe.

2. Politique de produits et d'économie circulaire

Le Pacte vert européen, son Plan d'action pour une économie circulaire et l'initiative européenne à venir sur les produits durables, constituent la principale base des

In uitvoering van het Actieplan van de Europese Unie tegen de illegale handel in wilde dieren en planten, en van de andere verbintenissen die wij op dat gebied zijn aangegaan (*FLEGT- Forest Law Enforcement, Governance and Trade /EU Timber Regulation*) zal ik erop toezien dat actief strijd wordt gevoerd tegen de illegale handel in hout en in wilde dieren en planten. Ik zal ervoor zorgen dat een samenwerkingsakkoord inzake CITES wordt ondertekend met de Gewesten, waarbij onder meer de middelen en de samenwerking zullen worden opgevoerd voor de implementatie ervan met eventuele Brexit-gevolgen.

Ik zal eveneens de relevantie onderzoeken van een herziening van de volgende wetten: de wet op toegang van het publiek tot milieu-informatie uit 2006, om de bepalingen betreffende het Federaal Milieुरapport te verbeteren, en de wet betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en de inspraak van het publiek bij de opmaak van de plannen en programma's in verband met het milieu, ook uit 2006, om meer duidelijkheid te brengen en de doeltreffendheid ervan te verbeteren.

Ik zal de bedrijven steunen in hun streven naar integratie van biodiversiteit op hun terreinen, in hun infrastructuur of in hun aankoopbeleid en –proces, zoals aangegeven door de federale strategie #BeBiodiversity en onder meer met de hulp van de samen met de Gewesten ontwikkelde webtool "[BiodiversiTree](#)". De federale overheid zal in haar biodiversiteitbeleid het goede voorbeeld geven.

Om dit hoofdstuk biodiversiteit af te sluiten, wil ik Hans Bruyninckx, uitvoerend directeur bij het Europees Milieuagentschap, citeren. De pas gepubliceerde stand van de natuur "*toont aan dat de manier waarop we voedsel produceren en consumeren, bossen beheren en gebruiken en steden bouwen fundamenteel moet veranderen om de gezondheid en veerkracht van de Europese natuur en het welzijn van de mensen veilig te stellen*".

De bescherming, het behoud en het herstel van de biodiversiteit is een politieke prioriteit. De bescherming van de natuur, van soorten en van het klimaat zal baten meebrengen, maar het zal ons ook veel gelukkiger maken. En dat is wat ik alle burgers in ons land toewens: een gezonde leefomgeving en een opperbest welzijn.

2. Productbeleid en beleid "circulaire economie"

Het Europese groene pact, het actieplan voor een circulaire economie en het verwachte Europese initiatief voor duurzame producten vormen de belangrijkste basis

actions relatives aux produits que je compte entreprendre durant cette législature.

L'objectif poursuivi est d'avoir des produits plus circulaires, mais aussi, d'une manière générale, plus durables en réduisant la vitesse du flux entrant de ressources naturelles et des rejets polluants dans la nature tout au long de leur cycle de vie. A cette fin, il faut élargir le champ des produits couverts par la directive écoconception et renforcer les mesures favorisant une gestion durable de la matière, notamment via l'allongement de la durée de vie, la réparation et la réutilisation des produits. Eviter une série d'impacts liés à l'extraction et au transport de matières premières implique de pouvoir récupérer facilement des matériaux, mais aussi que ces matériaux soient exempts, autant que possible, de substances dangereuses.

La priorité sera donnée aux textiles, aux batteries, aux emballages et suremballages, aux plastiques et micro-plastiques, toute substance ayant un impact négatif significatif sur l'environnement et toute ressource critique identifiée, génératrice de conflits, de désastres écologiques ou d'impasses de développement.

En accord avec le Green Deal européen, je veillerai à la limitation d'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Si les produits doivent être conçus pour être mieux recyclés, il faut aussi promouvoir et encadrer l'utilisation de matériaux recyclés (ou secondaires). A cet égard, je souhaite développer avec les parties prenantes des normes et critères légaux pour certifier le contenu en matériaux recyclés.

Dans le cadre des accords européens de libre-échange et des initiatives législatives européennes en cours, je soutiendrai activement l'approche européenne consistant à adopter des normes sociales et environnementales élevées comme base de nos relations avec les pays tiers. Il y va aussi de la protection de nos emplois et de nos industries qui doivent pouvoir produire suivant des normes de qualité, sociales et environnementales, sans subir une concurrence déloyale. Nous soutiendrons les travaux internationaux de protection tarifaire et non tarifaire de notre marché de manière à niveler l'ensemble du système de production mondialisé vers le haut. On tirera les leçons de ce qui s'est passé ces dernières décennies, où l'on a vu des entreprises délocaliser vers des zones de non-droit au point même de mettre notre sécurité d'approvisionnement en péril (comme on l'a vu dans la crise des masques pour faire face à la COVID-19).

voor de productgebonden acties die ik tijdens deze legislatuur wil nemen.

Het doel is om meer circulaire, maar ook duurzamere producten te hebben, door de snelheid van de instroom van natuurlijke hulpbronnen en van de vervuilende uitstoot in de natuur doorheen hun levenscyclus te verlagen. Hiertoe zal het toepassingsgebied van de producten die onder de richtlijn Ecodesign vallen, worden verruimd en zullen de maatregelen die duurzaam materiaalbeheer bevorderen, worden versterkt, onder meer door de levensduur te verlengen en producten te herstellen en te hergebruiken. Willen wij een reeks gevolgen van het winnen en transporteren van grondstoffen voorkomen, dan moeten wij gemakkelijk materialen kunnen recupereren maar moeten die materialen ook zoveel mogelijk vrij zijn van gevaarlijke stoffen.

Daarbij zal de prioriteit uitgaan naar textiel, batterijen, verpakkingen en oververpakkingen, plastic en microplastic, stoffen die een grote negatieve impact hebben op het milieu, en elke geïdentificeerde kritische hulpbron die aanleiding geeft tot conflicten of ontwikkelingsimpasses.

In overeenstemming met de Europese Green Deal zal ik erover waken dat het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur beperkt wordt.

Om producten beter te kunnen recycleren en de materiaalkringloop te kunnen sluiten, moet ook het gebruik van gerecycleerde (of secundaire) materialen worden aangemoedigd en omkaderd. In dat verband wil ik wettelijke normen en criteria ontwikkelen met de stakeholders om de inhoud van gerecycleerde materialen te certificeren.

In het kader van de Europese vrijhandelsakkoorden en lopende Europese wetgevende initiatieven zal ik de Europese aanpak om hoge sociale en milieustandaarden als basis te nemen voor onze relaties met derde landen, actief steunen. Ook de bescherming van onze werkgelegenheid en van onze industrieën, die in staat moeten zijn om te produceren met inachtneming van sociale, kwaliteit- en milieunormen, zonder oneerlijke concurrentie te ondergaan, staat op het spel. We zullen de internationale werkzaamheden inzake tarifaire en non-tarifaire bescherming van onze markt steunen zodat gans het gemondialiseerd productiesysteem naar boven genivelleerd wordt. We zullen lessen trekken uit de jongste decennia en de delokalisatie van bedrijven naar rechteloze zones in zoverre zelfs dat onze bevoorradingszekerheid in het gedrang werd gebracht (zoals met de crisis van de mondmaskers tegen COVID-19).

Je collaborerai avec mon collègue de la Coopération au développement pour favoriser la transition vers des systèmes alimentaires internationaux durables. BEYOND FOOD est une des premières actions concrètes de la transition des systèmes alimentaires en Belgique, en plus de la stratégie européenne *Farm2Fork*. Notre filière alimentaire ne doit mettre en péril ni la sécurité alimentaire chez nous ou dans les pays les plus pauvres, ni la biodiversité et les écosystèmes, ni le climat. La meilleure manière de prendre soin de nous-mêmes et de nos enfants est aujourd'hui de prendre soin de la planète dans sa globalité.

Nous utiliserons la législation relative aux normes de produits pour des objectifs environnementaux tels qu'une meilleure qualité de l'air et la réduction des gaz à effet de serre, y compris pour les appareils de chauffage, les carburants et les produits de construction.

Le développement de produits plus respectueux des écosystèmes et de la biodiversité nécessite encore des développements méthodologiques dont je chargerai mon administration. L'initiative de la Commission sur les chaînes d'approvisionnement "zéro déforestation" retient toute mon attention. Les scientifiques ont montré aujourd'hui le lien entre la destruction des écosystèmes sauvages et la transformation de zoonoses en pandémies humaines.

C'est pourquoi je demanderai à mon administration de participer activement aux débats sur le passeport produit au niveau européen. Un passeport produit contenant toutes les informations utiles aux différents acteurs (de l'importateur et du producteur au consommateur en passant par le réparateur et le recycleur) et qui doit leur être retourné lorsqu'ils en ont besoin.

3. *Environnement-Santé*

La garantie du droit à un environnement sain est inscrite dans la Constitution. Pour réduire l'impact sur la santé du réchauffement climatique, déjà mesurable, ou encore l'exposition aux particules fines et aux substances chimiques, la collaboration avec les entités fédérées est indispensable. C'est pourquoi, en étroite collaboration avec mon collègue ministre de la Santé je veillerai à finaliser le 3^e Programme opérationnel du Plan national de l'Environnement et de la Santé, en collaboration avec les entités fédérées. Ce programme inclura l'évaluation des vulnérabilités des systèmes de santé aux changements climatiques. Je plaiderai également pour la pérennisation de la surveillance des moustiques exotiques et une révision du Plan fédéral forte chaleur et pics d'ozone.

Ik zal samenwerken met mijn collega van Ontwikkelingssamenwerking om de transitie naar duurzame internationale voedselsystemen te bevorderen. Naast de Europese strategie *Farm2Fork* is BEYOND FOOD een van de eerste concrete acties van de transitie van de voedselsystemen in België. Ons voedselketen mag noch de voedselveiligheid bij ons of in de armste landen, noch de biodiversiteit en de ecosystemen, noch het klimaat in het gedrang brengen. De beste manier om voor onszelf en onze kinderen te zorgen bestaat er vandaag in om zorg te dragen voor onze planeet in haar geheel.

We zetten de wetgeving inzake productnormering in voor milieudoelen zoals een betere luchtkwaliteit en vermindering van broeikasgassen, o.a. voor verwarmingstoestellen, brandstoffen en bouwproducten.

De ontwikkeling van meer ecosysteem- en biodiversiteitsvriendelijke producten vergt nog methodologische evoluties waarvoor mijn administratie zal instaan. Al mijn aandacht gaat uit naar het initiatief van de Commissie over de toeleveringsketens met "nul ontbossing". Wetenschappers hebben vandaag het verband aangetoond tussen de afbraak van de wilde ecosystemen en de omslag van zoonosen in menselijke pandemieën.

Het is daarom dat ik mijn administratie zal vragen actief deelnemen aan de debatten over het "productpaspoort" op Europees niveau. Een productpaspoort dat alle informatie bevat die nuttig is voor de verschillende actoren (van de invoerder en de producent tot de consument via de hersteller en de recycleerder) en aan hen moet worden teruggegeven wanneer ze het nodig hebben.

3. *Milieu en gezondheid*

Het recht op een gezond milieu wordt gegarandeerd in de Grondwet. Om de impact van de reeds waarneembare klimaatverwarming of nog de blootstelling aan fijn stof en chemische stoffen te verminderen, is samenwerking met de deelstaten nodig. Bijgevolg zal ik ervoor zorgen dat in nauwe samenwerking met mijn collega minister van Volksgezondheid het 3^{de} operationele programma van het nationaal actieplan leefmilieu gezondheid samen met de deelstaten wordt afgerond. In dit programma zal de evaluatie van de kwetsbaarheden van klimaatveranderingen voor de gezondheidssystemen worden opgenomen. Tevens zal ik pleiten voor de bestending van het toezicht op exotische muggen en voor een herziening van het federaal ozon- en hitteplan.

Sur la base des recommandations du Sénat, un Plan national relatif aux perturbateurs endocriniens sera adopté. Toujours concernant les substances chimiques, l'administration participera au nouveau programme de recherche européen concernant l'évaluation des risques liés aux substances chimiques (PARC). Ce programme européen vise à offrir des outils d'aide à la décision, dans les domaines de la chimie, l'alimentation, les produits de consommation, et dans une économie plus circulaire. L'expertise des différents acteurs en Belgique qui sera mise à la disposition des partenaires européens et valorisée.

De manière générale, mon action concernant les substances chimiques sera guidée par le principe de précaution, l'usage de la substitution et comme objectif la durabilité. Le principe de précaution et les enfants, aînés et personnes vulnérables occuperont une place centrale dans ma politique. Les recherches ne cessent de démontrer que ces publics sont les premiers à être touchés par la pollution et le dérèglement climatique.

4. *Maîtrise des risques produits chimiques*

Mon objectif est que la Belgique contribue efficacement à atteindre un environnement non-toxique et une ambition "pollution zéro" en soutenant la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe proposé par la Commission.

Que ce soit par la mise en œuvre des législations existantes (REACH, CLP, POP, PIC, Mercure...) ou lors des négociations en vue de leur révision ou de l'adoption de nouveaux instruments juridiques encadrant de tels produits, je veillerai à ce que notre pays soit actif et mette à contribution son expertise scientifique et politique à tous les niveaux.

Compte tenu de la place du secteur de la chimie en Belgique et du coût de l'inaction lié à l'exposition aux produits chimiques, la Belgique doit être un des moteurs européens et prendra à ce titre sa part du travail en cours dans ces législations.

Je ferai le nécessaire pour défendre une position belge ambitieuse lors de la mise en œuvre de la Stratégie de durabilité pour les produits chimiques. En effet, je suis convaincue qu'elle est le premier pas nécessaire pour atteindre les ambitions fixées dans le cadre du pacte vert mais qu'elle représente aussi un véritable vecteur de la relance (post-COVID) promouvant une chimie

Op basis van de aanbevelingen van de Senaat zal een nationaal Plan hormoonontregelaars worden aangenomen. Ook nog met betrekking tot de chemische producten zal de administratie deelnemen aan het nieuw Europees onderzoeksprogramma betreffende de evaluatie van de risico's verbonden aan chemische producten (PARC). Dit Europees programma beoogt het aanreiken van tools voor beslissingsondersteuning in de domeinen chemie, voeding en consumptieproducten, en in een meer circulaire economie. De expertise van de verschillende actoren in België zal ter beschikking worden gesteld van de Europese partners en gevaloriseerd worden.

Algemeen gesteld zal mijn optreden inzake chemische producten geleid worden door het voorzorgsprincipe, het aanwenden van de vervanging en als doelstelling de duurzaamheid. In mijn beleid zullen het voorzorgsprincipe en kinderen, ouderen en kwetsbare mensen centraal staan. Onderzoeken wijzen steeds opnieuw uit dat deze doelgroepen als eerste geraakt worden door vervuiling en de klimaatontwrichting.

4. *Beheersing van de risico's van chemische producten*

Ik stel mij tot doel om België efficiënt te laten bijdragen tot het waarmaken van een niet-giftige omgeving en van een ambitie van "nulvervuiling" door de implementatie van het door de Commissie voorgestelde groene pact voor Europa te steunen.

Zowel in de tenuitvoerlegging van de bestaande wetgevingen (REACH, CLP, POP, PIC, kwik, ...) als bij de onderhandelingen om deze te herzien of om nieuwe wetgevingsinstrumenten aan te nemen, zal ik erop toezien dat ons land zich actief opstelt en zijn wetenschappelijke en politieke expertise laat gelden op alle niveaus.

Gelet op de plaats die de chemiesector inneemt in België en op het kostenplaatje van het niet-handelen inzake de blootstelling aan chemische producten, moet België een van de Europese drijfkrachten zijn en zal ons land dan ook zijn deel van het lopende werk opknappen in die wetgevingen.

Ik zal het nodige doen om een ambitieus Belgisch standpunt te verdedigen in het kader van de implementatie van de duurzaamheidsstrategie voor chemicaliën. Ik ben er immers van overtuigd dat dit niet alleen de eerste en noodzakelijke stap is om de ambities zoals vastgelegd in het kader van het groene pact voor Europa waar te maken, maar ook een echte drijfveer is voor een

durable, basée sur les principes de la chimie verte et qui favorise la résilience de notre société.

Afin d'assurer un haut niveau de protection de l'environnement – mais aussi de la santé publique, animale et végétale compte tenu des liens indéniables qu'il y a entre eux – je défendrai une action résolue et décidée sur des thèmes comme:

- la gestion efficace et rationnelle des produits chimiques, en ce compris la définition d'usages essentiels pour les substances préoccupantes;

- les liens entre l'exposition aux substances chimiques et les facteurs de risque des maladies, ainsi que la surmortalité liée aux maladies non transmissibles comme l'obésité;

- le développement d'une stratégie européenne pour la gestion des substances perfluorées (PFAS);

- la mise en œuvre transversale d'une stratégie relative aux perturbateurs endocriniens (une définition large, des critères précis...). Au niveau national, nous assurerons d'ailleurs la mise en œuvre fédérale du futur plan national visant ces substances (NAPED) et ce, en concertation avec les autorités fédérées compétentes;

- une action européenne cohérente et volontaire autour des nanomatériaux. Pour ce qui est de la Belgique, je poursuivrai et soutiendrai les actions relatives au registre national des nanomatériaux;

- la promotion de l'innovation, de la substitution et du principe du "*safe and sustainable-by-design*", basé sur des critères scientifiques pour les substances, les mélanges, les matériaux et les produits, en lien également avec l'initiative pour des produits durables;

- l'interdiction de la production en vue de leur exportation hors Europe des substances chimiques interdites au sein de l'Union européenne;

- la mise en œuvre des accords internationaux sur les produits chimiques.

En tant que ministre en charge du suivi et de la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe, je veillerai à la cohérence de ces politiques avec les autres stratégies et plans d'actions européens portant notamment sur l'agriculture et l'alimentation, l'économie circulaire, les produits et la biodiversité, ainsi qu'avec les différents programmes de recherche et financement européens. Je m'assurerai également que la participation citoyenne,

(post-COVID) relance die duurzame chemie bevordert, op grond van de beginselen van groene chemie en ten nutte van de veerkracht van onze samenleving.

Teneinde een hoge bescherming van het milieu te garanderen – maar ook van de volksgezondheid en de dieren- en plantengezondheid gelet op de onmiskenbare onderlinge verbanden – zal ik pleiten voor een vastberaden en vastbesloten optreden op thema's zoals:

- het efficiënte en rationele beheer van chemische producten, inclusief het definiëren van essentiële gebruiksdoeleinden voor de zorgwekkende stoffen;

- de verbanden tussen blootstelling aan chemische stoffen en risicofactoren voor ziektes, inclusief oversterfte door niet-overdraagbare ziektes zoals obesitas;

- de ontwikkeling van een Europese strategie voor het beheer van geperfluoreerde stoffen (PFAS);

- de transversale implementatie van een strategie inzake hormoonontregelaars (brede begripsomschrijving, duidelijke criteria, ...). Op nationaal vlak zullen we trouwens, in overleg met de bevoegde gewestelijke overheden, instaan voor de federale tenuitvoerlegging van het toekomstig nationaal plan voor die stoffen (NAPED);

- een samenhangend en wilskrachtig Europees optreden inzake nanomaterialen. Wat België betreft, zal ik de acties met betrekking tot het nationale register van nanomaterialen verderzetten en ondersteunen;

- de bevordering van innovatie, substitutie en het beginsel van "*safe and sustainable-by-design*", gebaseerd op wetenschappelijke criteria voor stoffen, mengsels, materialen en producten, ook in verband met het initiatief voor duurzame producten;

- het verbod op de productie voor export buiten Europa van chemische stoffen die binnen de Europese Unie verboden zijn;

- de implementatie van internationale akkoorden over chemische producten.

In mijn hoedanigheid van minister belast met opvolging en de implementatie van het groene pact voor Europa zal ik waken over de samenhang van dit beleid met de andere strategieën en actieplannen op het gebied van o.a. landbouw en voeding, circulaire economie, producten en biodiversiteit, en met de verschillende Europese onderzoek- en financieringsprogramma's. Ik zal er eveneens voor zorgen dat burgerparticipatie zoals

proposée par la Commission dans le pacte vert, soit un processus concret en Belgique.

5. Biocides

Les biocides font partie de la catégorie des pesticides à usage non agricole. Afin de limiter la vente et l'utilisation des produits biocides les plus dangereux aux professionnels, le circuit restreint sera renforcé. Au cours de cette nouvelle législature, j'ambitionne la réalisation de 3 objectifs:

— renforcer la connaissance du marché des biocides. Suite à la crise COVID-19, l'importance d'avoir une bonne connaissance du marché des produits biocides, notamment pour les désinfectants pour les mains et les surfaces, s'est avérée essentielle. Pour assurer un meilleur temps de réaction en cas de nouvelle pandémie humaine ou animale, mes services vont renforcer leurs relations avec les différentes parties prenantes (secteur médical, industries, régions, services fédéraux, ...);

— renforcer les compétences et les connaissances des utilisateurs professionnels de produits biocides dangereux tels que les rodenticides et les insecticides. La mise en place de formations initiales et continuées vise à assurer une utilisation efficace et sécurisée de ces produits par les professionnels de la lutte contre les nuisibles;

— continuer notre mission de protection des utilisateurs de produits biocides en mettant l'accent sur le grand public. Pour cela, nous allons mobiliser le centre antipoisons et l'inspection pour assurer une utilisation et un marché sécurisés des biocides. Par ailleurs, nous allons faciliter via notre site internet la recherche d'information concernant les produits biocides, notamment via une liste interactive des produits biocides autorisés. Des campagnes de communication seront également réalisées via notre site web, les réseaux sociaux, des fascicules et autres supports.

Green Deal

Le Pacte vert européen, ou Green Deal, veut transformer l'économie de l'Union européenne pour un avenir durable. Il se veut le fer de lance de la politique de l'Union européenne, son moment "*man to the moon*", selon les mots de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. Il a pour vocation de faire de l'Union européenne le premier continent climatiquement neutre du monde. Ce plan intègre dans une vision systémique tous les secteurs de la transition:

door de Commissie voorgesteld in het groene pact, een concreet proces wordt in België.

5. Biociden

Biociden behoren tot de categorie van pesticiden voor niet-landbouwgebruik. Om de verkoop en het gebruik van de meest gevaarlijke biocideproducten te beperken tot de beroepsbeoefenaars zal het gesloten circuit verstrengd worden. Tijdens deze nieuwe legislatuur stel ik mij tot doel drie doelstellingen te verwezenlijken:

— een betere kennis van de markt inzake biociden. De coronacrisis heeft gewezen op het essentieel belang van een goede marktkennis van biocideproducten, inzonderheid met betrekking tot de ontsmettingsmiddelen voor handen en oppervlakken. Met het oog op een betere responstijd in geval van een nieuwe menselijke of dierlijke pandemie zullen mijn diensten de relaties met de verschillende stakeholders (medische sector, bedrijfs wereld, gewesten, federale diensten, ...) versterken;

— de kunde en kennis van beroepsgebruikers van gevaarlijke biocideproducten, zoals rodenticiden en insecticiden, verbeteren. De inrichting van basis- en voortgezette opleidingen moet ervoor zorgen dat de betrokken producten op een efficiënte en veilige wijze worden gebruikt door professionele ongediertebestrijders;

— inzetten op het grote publiek in het kader van de verdere uitvoering van onze opdracht om de gebruikers van biocideproducten te beschermen. We zullen daartoe het antigifcentrum en de inspectie inschakelen om ervoor te zorgen dat biociden op een beveiligde manier op de markt worden gebracht en worden gebruikt. Verder zullen we via onze website ervoor zorgen dat gemakkelijker informatie kan worden ingewonnen over de biocideproducten dankzij een interactieve lijst van de toegestane biocideproducten. Er zullen ook informatiecampagnes worden gevoerd op onze website, via sociale media, met folders en op andere dragers.

Green Deal

Het Groene Pact voor Europa, of Green Deal, beoogt de economie van de Europese Unie te transformeren voor een duurzame toekomst. Het wil worden gezien als een "*man to the moon*"-gebeuren, zoals de voorzitter van de Commissie Ursula von der Leyen heeft gezegd, en het voortouw nemen van het beleid van de Europese Unie. Het doel is dat Europa het eerste klimaatneutraal continent ter wereld wordt. Alle sectoren van de transitie zijn in dit plan opgenomen volgens een systeemvisie:

- renforcer l’ambition climatique de l’Union européenne pour 2030 et 2050;
- fournir de l’énergie propre, abordable et sûre;
- mobiliser l’industrie pour une économie propre et circulaire;
- construire et rénover en étant économes en énergie et en ressources;
- viser une ambition “zéro pollution” pour un environnement sans substances toxiques;
- préserver et rétablir les écosystèmes et la biodiversité;
- “de la ferme à la table”, construire un système alimentaire juste, sain et respectueux de l’environnement;
- accélérer la transition vers une mobilité durable et intelligente;
- financer la transition;
- ne laisser personne de côté, via une transition équitable.

Il est essentiel de positionner la Belgique comme un État membre exemplaire et leader par rapport au Green Deal européen, dans une optique de “premier de la classe”. C’est l’esprit même du Pacte vert européen qui doit inspirer la politique du gouvernement fédéral et en particulier sa politique de relance vers une transition juste. J’aurai à cœur, en tant que ministre, d’attacher la plus haute importance au principe de juste transition, de transition équitable, au “*no one left behind*”, “ne laisser personne de côté” de la Commission. Les populations les plus précarisées sont en effet les principales victimes de la destruction écologique des conditions d’existence ici et ailleurs. La relance, en redéployant l’économie vers la transition juste, peut à la fois améliorer la qualité de vie des publics précarisés, diminuer notre empreinte écologique mais aussi créer des activités économiques et des milliers d’emplois durables. C’est ce que j’appelle le triple dividende de la transition écologique.

Le gouvernement veut inscrire parfaitement la Belgique dans les ambitions climatiques de Paris et dans le Green Deal européen. Sur la base des recommandations opérationnelles de la Commission européenne, le gouvernement fédéral développera avec les Régions un plan interfédéral ambitieux en ligne avec le Green Deal européen. Le plan de relance et de transition du gouvernement vise à accélérer la transition vers une économie

- het ambitieniveau van de Europese Unie inzake het klimaat voor 2030 en 2050 verhogen;
- zorgen voor schone, betaalbare en veilige energie;
- het bedrijfsleven mobiliseren voor een schone en circulaire economie;
- op energie- en hulpbronnefficiënte wijze bouwen en renoveren;
- streven om vervuiling tot nul terug te brengen voor een gifvrij milieu;
- behoud en herstel van ecosystemen en biodiversiteit;
- de ontwikkeling van een eerlijk, gezond en milieuvriendelijk voedselsysteem “van boer tot bord”;
- de overgang naar duurzame en slimme mobiliteit versnellen;
- de transitie financieren;
- niemand achterwege laten, dankzij een rechtvaardige transitie.

Het komt erop aan dat België een voorbeeldige lidstaat wordt en een leidende rol opneemt met betrekking tot de Europese Green Deal, vanuit een “*first in class*”-perspectief. De inspiratie van het beleid van de federale regering, en inzonderheid het relancebeleid voor een rechtvaardige transitie, moet worden gezocht in de geest zelf van het Europese Groene Pact. In mijn hoedanigheid van minister zal ik er zorg voor dragen dat het grootste belang wordt gehecht aan het beginsel van rechtvaardige transitie en aan dat van “*no one left behind*” (niemand achterwege laten), zoals door de Commissie gesteld. Immers, de meest behoeftige bevolkingsgroepen zijn de grootste slachtoffers van de ecologische afbraak, hier en elders, van de levensomstandigheden. Door de economie de weg van de transitie te laten inslaan kan de relance zowel de levenskwaliteit van kansarmen verbeteren als onze ecologische voetafdruk doen verminderen, maar ook duizenden duurzame banen scheppen. Dat noem ik het drievoudige dividend van de ecologische transitie.

De regering wil zich volledig inschrijven in de klimaatambities van Parijs en in de Europese Green Deal. Op basis van de operationele aanbevelingen van de Europese Commissie zal de federale regering samen met de gewesten een ambitieus interfederaal plan opzetten in lijn met de Europese Green Deal. Het relance- en transitieplan van de regering heeft eveneens tot doel om de transitie naar een duurzame en veerkrachtige

durable et résiliente. Les investissements publics prévus seront essentiels à la réalisation des objectifs européens poursuivis dans le cadre du Green Deal et au passage d'une économie linéaire à une économie circulaire. Une attention particulière, dans ces investissements, sera accordée aux domaines importants dans le cadre du développement du Green Deal européen. Le plan de relance et de transition tirera pleinement profit des possibilités offertes à notre pays par le fonds de relance européen et le Green Deal européen, et permettra une répartition correcte entre l'État fédéral, les entités fédérées et les pouvoirs locaux. La concertation sera lancée dès que possible avec le secrétaire d'État chargé de la Relance.

Les responsabilités qui me sont confiées dans ce gouvernement sont en premier lieu d'ordre transversal et visent à développer une politique de façon transparente et participative et en prenant en compte l'ensemble des défis sociétaux, en ce compris en matière d'environnement, de climat et de développement durable. Je m'engage à développer et défendre des mesures et des politiques à tous les niveaux pour mettre en œuvre l'engagement que la première ministre a pris au nom de la Belgique dans le *"Leaders Pledge for Nature"* de septembre 2020. Le Green Deal de la Commission européenne a ouvert un débat constructif avec toute une série de départements essentiels pour les différentes transitions sociétales que nous initions en ce moment, notamment sous la pression de la crise actuelle. L'année qui vient sera cruciale pour établir ou renforcer les consultations et les collaborations au sein de notre gouvernement fédéral mais aussi avec les gouvernements des entités fédérées. Pour obtenir des résultats, nous devons oser la confiance. Ce qui demande de se connaître, de disposer de données et de s'accorder sur des méthodes de travail qui ont fait leurs preuves, mais aussi de renforcer la transparence et l'inclusivité des structures de coordination belges.

J'attacherai une attention particulière à la cohérence entre les différents volets du Green Deal afin de répondre aux défis posés par les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. Le plan de relance et de transition interfédéral sera un élément clé pour la réalisation des objectifs européens du Green Deal et à la transition environnementale.

Personne ne doit rester sur le bord du chemin. Toute notre politique sera "screenée" quant aux "perdants" potentiels de ces politiques, et une compensation juste sera recherchée, et ceci de manière créative grâce à la méthode utilisée: concertation, participation, représentation, "experts de vie", etc. Les plus favorisés ne doivent plus être les seuls à bénéficier des améliorations de

économie te maken. De voorziene publieke investeringen zullen essentieel zijn voor het bereiken van de Europese doelstellingen in het kader van de Green Deal en voor de omslag van een lineaire naar een circulaire economie. In die investeringen zal bijzondere aandacht gaan naar de domeinen die relevant zijn in het kader van de ontwikkeling van de Europese Green Deal. Het relanceren transitieplan speelt volop in op de mogelijkheden die het Europese herstelfonds en de Europese Green Deal aan ons land bieden, en zal zorgen voor een correcte verdeling tussen de federale overheid, de deelstaten en de lokale entiteiten. Het overleg wordt opgestart van zodra dit mogelijk is in nauwe samenwerking met de Staatssecretaris bevoegd voor de Relance.

De verantwoordelijkheden die mij in deze regering zijn toevertrouwd, zijn in de eerste plaats transversaal, om een federaal beleid te ontwikkelen op een transparante en participatieve manier en rekening houdend met alle maatschappelijke uitdagingen, inclusief op het vlak van milieu, klimaat en duurzame ontwikkeling. Ik zal mij inzetten om op alle niveaus maatregelen en beleid te ontwikkelen en te verdedigen om het engagement dat de eerste minister namens België is aangegaan in de *"Leader's Pledge for Nature"* van september 2020, waar te maken. De Green Deal van de Europese Commissie heeft een constructief debat op gang gebracht met een hele reeks departementen die essentieel zijn voor de verschillende maatschappelijke overgangen die we momenteel in gang zetten, met name onder druk van de huidige crisis. Het komende jaar zal cruciaal zijn voor het opzetten of versterken van het overleg en de samenwerking binnen onze federale regering, maar ook met de regeringen van de deelstaten. Om resultaten te boeken, zullen we vertrouwen moeten durven hebben. Dat vereist kennis van elkaar, beschikken over gegevens en overeenkomsten bereiken over beproefde werkmethoden, maar ook een grotere transparantie en inclusiviteit van de Belgische coördinatiestructuren.

Ik zal bijzondere aandacht besteden aan de samenhang tussen de verschillende onderdelen van de Green Deal om een antwoord te kunnen geven op de uitdagingen die de klimaatverandering en de aantasting van het milieu met zich meebrengen. Het interfederaal herstel- en transitieplan zal een sleutelrol spelen in de verwezenlijking van de Europese doelstellingen van de Green Deal en in de milieutransitie.

Niemand mag aan de rand van de weg blijven staan. Ons volledig beleid zal gescreend worden op mogelijke "verliezers" van die beleidsvoering en er zal worden gezocht naar een rechtvaardige compensatie, waarbij creatief gebruik zal worden gemaakt van de methode overleg, participatie, representatie, "levensexperthen", enzovoort. De meest bevoorrechten moeten niet langer

l'environnement. C'est la situation du plus démuné qui devra s'améliorer. Alors que les études montrent que l'environnement des riches s'est amélioré par le passé, c'est au tour de l'environnement des pauvres de faire de grandes avancées. Je serai sans cesse attentive à cet aspect dans toutes mes politiques, comme d'ailleurs le gouvernement s'est largement engagé sur cette voie pour d'autres politiques.

De même que la Commission européenne entend veiller à ne laisser personne de côté, j'adopterai une approche de transition juste dans la politique écologique que je mènerai. De nombreux secteurs d'activités seront amenés à subir des restructurations et un impact important se fera indéniablement ressentir sur l'industrie et sur des millions de travailleurs. Mais dans le même temps, la transition écologique est aussi source de nouveaux secteurs d'emploi et de diversification économique. J'aurai l'ambition de lier ces deux tendances pour garantir une justice sociale qui soit articulée à la justice environnementale et pour que protection de l'environnement et protection sociale se renforcent mutuellement.

Le défi climatique est une opportunité de renforcer la cohésion sociale, améliorer la vie des citoyens et relancer l'économie. Cette transition doit se fonder sur une large concertation. Dans cette optique, la Belgique organisera une conférence internationale sur une juste transition destinée à aborder les défis en matière d'emploi, de politique sociale, de requalification et d'économie. Dans un premier temps, je souhaite que cette concertation se déroule dans le cadre d'une conférence nationale qui associe largement société civile, instituts de recherche et différents secteurs sociaux. Dans un deuxième temps, je vais proposer d'organiser une conférence internationale qui se fera en lien étroit avec les autres États membres de l'Union européenne afin de s'inscrire dans l'ambition affichée par la présidente de la Commission Ursula Von der Leyen de renforcer le cadre international en matière climatique et environnemental. En tant que ministre en charge du Green Deal, j'accorderai par ailleurs une attention particulière à ce qu'en 2024 la Présidence belge du Conseil européen dispose de toutes les ressources indispensables à l'atteinte des objectifs que nous définirons en dialogue avec la Suède et l'Espagne (2023) et la Hongrie (deuxième semestre de 2024).

Début 2021, nous disposerons des recommandations de l'Examen des performances environnementales de la Belgique de l'OCDE qui s'effectue tous les 10 ans. Je compte utiliser ce rapport ainsi que les expertises disponibles au sein de l'Agence européenne de l'Environnement pour proposer une rencontre de haut-niveau

de enigen zijn die baat hebben bij de verbeteringen van het leefmilieu. Het is de situatie van de kansarmen die moet verbeteren. Studies tonen aan dat in het verleden de omgeving van de rijken beter werd, maar nu is het de beurt aan de omgeving van de armen om er fors op vooruit te gaan. Ik zal een niet-aflatende aandacht besteden aan dit aspect in alle onderdelen van mijn beleid, net zoals de regering zich daartoe in ruime mate heeft verbonden voor andere onderdelen van het beleid.

Naar het voorbeeld van de Europese Commissie die niemand achterwege wil laten, zal ik een ecologisch beleid voeren vanuit een benadering van rechtvaardige transitie. Talrijke activiteitssectoren zullen herstructureringen ondergaan en het kan niet worden ontkend dat dit een zware impact zal hebben op het bedrijfsleven en op miljoenen werknemers. Daartegenover is de ecologische transitie ook een bron van nieuwe werkgelegenheidssectoren en van economische diversificatie. Het wordt mijn ambitie om die twee tendensen aan elkaar te koppelen om een sociale rechtvaardigheid te garanderen in combinatie met de milieurechtvaardigheid en om de bescherming van het leefmilieu en de sociale bescherming elkaar wederzijds te laten versterken.

De klimaatuitdaging biedt de gelegenheid om de sociale cohesie te versterken, om het leven van de burgers te verbeteren en om de economie nieuw leven in te blazen. Die omslag moet op breed overleg gestoeld zijn. In dat perspectief zal België een internationale conferentie over de rechtvaardige transitie organiseren waarop de uitdagingen inzake werkgelegenheid, sociaal beleid *reskilling* en economie zullen worden besproken. In een eerste fase wil ik dat dit overleg wordt gevoerd in het kader van een nationale conferentie waarbij in ruime mate het middenveld, de onderzoeksinstituten en verschillende sociale sectoren worden betrokken. In een tweede fase zal ik, in overleg met de andere lidstaten van de Europese Unie, voorstellen een internationale conferentie te organiseren die past in de lijn van de ambitie van de voorzitter van de Europese Commissie Ursula von der Leyen voor een sterker internationaal kader inzake klimaat en milieu. In mijn hoedanigheid van minister belast met de Green Deal zal ik ook in het bijzonder toezien dat het Belgische voorzitterschap van de Europese Raad in 2024 over alle vereiste middelen beschikt om de doelstellingen te halen die we zullen vastleggen in samenspraak met Zweden en Spanje (2023) en met Hongarije (tweede semester van 2024).

Begin 2021 krijgen we de aanbevelingen uit de Evaluatie van de Belgische milieuprestaties van de OESO, die om de 10 jaar wordt uitgevoerd. Ik ben van plan om dat rapport en de beschikbare expertise binnen het Europees Milieuoagentschap te gebruiken om een bijeenkomst op hoog niveau over een groen herstel

sur la relance verte entre les représentants de différentes administrations fédérales et régionales impliquées dans les débats les plus critiques du moment. Nous avons besoin de mieux comprendre les visions de chacun en vue de développer des politiques cohérentes pour répondre aux besoins de notre pays.

Durant l'année, je mettrai en ligne le site internet relatif au Rapport fédéral sur l'Environnement et j'évaluerai la possibilité de modifier le cycle de rapportage du rapport pour qu'il cadre avec le timing de la législature fédérale.

Nous avons besoin de données pour établir nos politiques mais aussi pour évaluer plus rapidement les résultats qu'elles délivrent, de façon régulière et en toute transparence. Mon objectif est de trouver avec les acteurs environnementaux, statistiques et du développement durable, une manière de rendre l'accès à ces données et à leurs indicateurs essentiels beaucoup plus aisé qu'aujourd'hui.

Le Green Deal de l'Union européenne a ouvert un débat constructif avec toute une série de départements clefs pour assurer qu'une relance verte et inclusive donne les résultats sociétaux attendus en prenant en compte l'ensemble des crises auxquelles nous faisons face.

Les dossiers du Green Deal sont étroitement liés à différents points de l'accord de gouvernement et je veillerai à ce que les consultations et collaborations nécessaires se fassent au sein de notre gouvernement mais aussi avec les gouvernements des entités fédérées. Notre société est en transition, ce qui demande un débat transparent et des méthodes de gouvernance qui y répondent. Les stratégies européennes du Green Deal montrent les étapes d'un chemin pour développer une société plus résiliente. Les Objectifs de Développement Durable trouveront leur solution commune dans des transitions que nous sommes appelés à développer pour renforcer la protection de la biodiversité, réduire les pressions exercées sur nos écosystèmes et stabiliser le climat. Via notamment la mise en place d'une société climatiquement neutre, le renforcement de la circularité de notre économie et la transition de nos systèmes alimentaires et la durabilité de nos filières d'importation. Pour ce dernier point, je coordonnerai une stratégie fédérale de durabilité de nos filières d'importation qui réponde aux différents enjeux de l'accord du gouvernement en matière de déforestation importée, de mécanisme de due diligence, d'accords commerciaux, d'actions diplomatiques, d'un tribunal de règlement des litiges, de

voor te stellen tussen de vertegenwoordigers van de verschillende federale en gewestelijke overheden die betrokken zijn bij de meest kritische debatten van het moment. We moeten elkaars standpunten beter begrijpen om een samenhangend beleid te ontwikkelen dat aan de behoeften van ons land voldoet.

In de loop van het jaar zal ik de website online zetten over het Federaal Milieuraapport en nagaan of het mogelijk is de rapporteringscyclus van het rapport aan te passen aan de timing van de federale legislatuur.

We hebben gegevens nodig om ons beleid uit te stippelen, maar ook om de resultaten ervan sneller te evalueren, op regelmatige basis en op transparante wijze. Ik stel mij tot doel om, samen met de actoren inzake leefmilieu, statistiek en duurzame ontwikkeling, een weg te vinden om de toegang tot die gegevens en hun sleutelindicatoren veel gemakkelijker te maken dan vandaag.

De Green Deal van de Europese Commissie heeft een constructief debat op gang gebracht met een hele reeks departementen die essentieel zijn om ervoor te zorgen dat een groene en inclusieve transitie tot de verwachte maatschappelijke resultaten leidt, rekening houdend met alle crisissen die we doormaken.

De dossiers uit de Green Deal zijn nauw verwant met verschillende punten uit het regeerakkoord en ik zal erover waken dat het nodige overleg en de nodige samenwerkingen plaatsvinden binnen onze regering, maar ook met de regeringen van de deelstaten. Onze samenleving is aan een transitie toe; dit vraagt een transparant debat en beleidsmethodes die hieraan tegemoetkomen. De Europese strategieën uit de Green Deal geven de stappen aan die moeten worden gezet om een meer veerkrachtige maatschappij tot stand te brengen. De doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling zullen een gemeenschappelijk antwoord vinden in de transities die wij moeten ontwikkelen om de bescherming van de biodiversiteit te verhogen, de druk op onze ecosystemen te verminderen en het klimaat te stabiliseren, onder meer door een klimaatneutrale samenleving, een meer circulaire economie, de omslag van onze voedselsystemen en de verduurzaming van onze invoerstromen. Met betrekking tot de duurzaamheid van onze invoerstromen zal ik een federale strategie coördineren die een antwoord biedt voor de verschillende uitdagingen uit het regeerakkoord inzake ingevoerde ontbossing, een mechanisme van zorgplicht, handelsakkoorden, diplomatiek optreden, een rechtbank voor geschillenbeslechting, prioritaire

secteurs prioritaires pour la politique de coopération au développement et de partenariats avec nos entreprises.

*La ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal,*

Zakia KHATTABI

sectoren voor het ontwikkelingssamenwerkingsbeleid en partnerschappen met onze bedrijven.

*De minister van Klimaat,
Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,*

Zakia KHATTABI